



*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

1,50 L'Humanité Rouge
B.P. 365
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

4^e ANNEE N°137
JEUDI 2 MARS 1972

POUVOIR CAPITALISTE ASSASSIN !

C'est avec une profonde indignation que l'«Humanité-Rouge» a appris l'assassinat fasciste du jeune ouvrier Pierre Overney. Il se disait « maoïste » et par là il entendait servir le peuple. Il est mort pour un idéal qui est aussi le nôtre : le socialisme libérateur. Alors qu'il distribuait des tracts à la sortie des usines Renault de Billancourt, il a été abattu froidement par une « barbouze » du pouvoir monopoliste.

Ce lâche assassinat survient dix ans après le massacre de Charonne : il vient rappeler à ceux qui auraient pu l'oublier que la bourgeoisie n'hésite nullement à recourir aux armes pour maintenir sa domination.

Le nom de Pierre Overney vient s'ajouter à la longue liste de ceux qui, dans notre pays, sont tombés dans le combat révolutionnaire. Mais les fascistes qui ont guidé la main de l'assassin ont manqué leur but politique : la mort de Pierre Overney renforce notre détermination à aller de l'avant pour le triomphe de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat.

Ce crime témoigne de la fascisation actuelle de l'Etat. Affolés par la montée de l'esprit révolutionnaire dans les masses populaires, certains représentants de la bourgeoisie monopoliste préparent activement le recours au fascisme.

Depuis plusieurs années, les communistes marxistes-léninistes de France appellent à la vigilance et à l'action contre la fascisation. A l'occasion de la mort de Pierre Overney, ils renouvellent plus que jamais leur appel.

Tous les authentiques communistes ne peuvent que dénoncer la position infâme des dirigeants du P. « C. » F. et de la C.G.T., ces complices de la fascisation. Le premier secrétaire du P. « C. » F., l'ancien du travail volontaire en Allemagne nazie, Marchais-Doriot, n'a-t-il pas déclaré, à Strasbourg, cyniquement : « Est-ce qu'on va recommencer à nouveau comme en 1968 ? Je réponds : non, cela ne doit pas recommencer ». Et l'organe gaulliste la « Nation » de féliciter les révisionnistes : « La C.G.T. n'a pas tort de souligner que les Français n'ont pas du tout envie de revoir les événements de Mai 68 ».

Les communistes marxistes-léninistes de France n'entretiennent aucune illusion sur la nature profondément contre-révolutionnaire des dirigeants du P. « C. » F. Les récents événements doivent renforcer dans les masses prolétariennes la détermination de chasser des rangs ouvriers ces agents de la bourgeoisie !

Le souvenir de Pierre Overney qui sans être marxiste-léniniste n'en était pas moins un courageux militant de la cause révolutionnaire restera gravé dans la mémoire de notre peuple.

C'EST UNE CERTITUDE, PIERRE OVERNEY
SERA VENGE !

Le 28 février 72.



QUI ÉTAIT PIERRE OVERNEY

- FILS D'OUVRIERS AGRICOLES.
- A 14 ANS IL FAIT UN AN D'APPRENTISSAGE.
- IL TRAVAILLE DANS QUATRE USINES EN PROVINCE.
- APRES, IL RENTRE CHEZ CITROEN EN 1966.
- EN 1967 IL FAIT SON SERVICE MILITAIRE.
- ENSUITE, IL RETOURNE CHEZ CITROEN PUIS CHEZ RENAULT.
- IL EST LICENCIÉ POUR SES ACTIVITÉS « MAOÏSTES » EN JUIN 1970.
- IL TRAVAILLE COMME COURSIER.



Le nervis Tramoni armé par le pouvoir capitaliste abat froidement Pierre Overney.

QUI EST L'ASSASSIN ?

Antoine TRAMONI, chef des services de « sécurité » des usines Renault a assassiné de sang-froid Pierre OVERNEY.

Sa biographie démontre que c'est un homme de main de la bourgeoisie capitaliste :

- de 1956 à 1958, il fit partie des troupes de choc de MASSU en Algérie ;
 - puis il appartient aux Groupes Spéciaux du Ministère de l'Intérieur à l'époque du fasciste Roger FREY, le responsable des morts de Charonne en 1962 ;
 - enfin, sa candidature chez Renault fut soutenue par une haute personnalité de l'entourage de Roger FREY ;
 - Depuis 1956, il était membre du S.A.C. (groupe de choc fasciste monté par la fraction fasciste des gaullistes).
- (D'après Agence Presse Libération.)

**L'Humanité Rouge appelle
tous les communistes marxistes-léninistes
sympathisants et amis
à rendre hommage
A PIERRE OVERNEY
en participant à ses obsèques**

La bataille de "L'Humanité Rouge" c'est à nous de la gagner!

IVRY : QUI SÈME LE VENT, RÉCOLTE LA TEMPÊTE

Voilà déjà huit mois que nous diffusons « L'Humanité Rouge » sur un marché prolétarien d'Ivry, commune réputée l'un des bastions du parti autrefois communiste.

C'est sans plaisir que ces messieurs de l'appareil du P.C.F. et de la municipalité qu'ils contrôlent ont vu les murs de la ville se couvrir de nos affiches, entendu nos mots d'ordre scandés sur le marché.

Et ceux qui passaient le dimanche 21 février sur le marché ont pu voir un spectacle étonnant. M. Laloë, maire révisionniste d'Ivry, ceint de son écharpe tricolore, entouré d'élégants conseillers municipaux, à la tête d'un commando d'une quarantaine de personnes, organisait le coup de poing contre les diffuseurs de « L'Humanité Rouge » !

Journaux arrachés, tracts piétinés, les camarades femmes traitées de « putains », et les hommes de « pédés », nos cinq camarades étaient agressés et « conduits », à coups de pieds et de poings, hors du marché... qu'ils se refusaient à quitter, prenant les travailleurs présents à témoin de l'attitude pour le moins curieuse de ces prétendus « démocrates ».

Pendant trois heures les discussions animées allaient bon train sur le marché, pendant que le maire, micro en main, s'évertuait à recueillir — sans grand succès! — les « plaintes » de petits commerçants, fermement priés de dire que notre présence les importunait.

Le moins qu'on puisse dire c'est que — indépendamment de la clique, puisée dans des cellules P.C.F. parfois fort éloignées de l'endroit et munie, pour la circonstance, de paniers à provisions vides — cette agression brutale ne recueillit

pas l'approbation des travailleurs présents dont plusieurs manifestèrent leur violente opposition à ces méthodes de dictateurs. Un ouvrier indigné a même ramassé nos tracts piétinés et a repris la distribution sous l'œil furieux du commando qui n'a pas osé intervenir. Un militant du PSU est intervenu publiquement pour dénoncer ces méthodes.

A tous les travailleurs présents nous posons la question : Pourquoi cette agression du P.C.F. ? Son programme de gouvernement nous promet dans ses pages 128 et 129 la « liberté d'expression » et « l'activité libre » des groupes politiques... Mensonges électoraux ! c'est ce que les « huiles » du P.C.F. viennent d'affirmer devant tout le monde ! Pourquoi donc « L'Humanité Rouge » les met-elle dans une rage telle qu'ils sont ainsi obligés de se démasquer ? PARCE QU'ILS ONT JETÉ A LA POUBELLE LE DRAPEAU ROUGE DU GLORIEUX PARTI DES SEMARD, DES PERI, D'ANDRE MARTY, DE FRANÇOIS MARTY ET DE TANT D'AUTRES FIDÈLES A LENINE ET STALINE... ET QUE C'EST L'HUMANITÉ ROUGE QUI REPREND CE DRAPEAU DE LUTTE DE CLASSE !

Et les traîtres sont furieux d'être ainsi démasqués, l'un d'eux a même mangé le mor-

ceau en déclarant : « On en a marre des contradictions que vous venez mettre chez nous ! »

Le bilan de l'opération ne doit pas être très positif pour ces messieurs les diviseurs de la classe ouvrière. Qu'on en juge :

— Les camarades diffuseurs ont tenu un meeting permanent de trois heures sur le marché où les discussions allaient bon train pendant que deux d'entre eux reprenaient, un peu plus loin, la diffusion d'un paquet de tracts sauvés par un petit commerçant.

— Les patrons du P.C.F. se retiraient en fin de matinée en nous intimant l'ordre de ne plus reparaitre à Ivry « car ici c'est nous qui faisons la loi ! ». Mais un certain nombre d'adhérents du P.C.F. poursuivaient honnêtement la discussion avec nous longtemps encore.

— Bien entendu le dimanche suivant nous a retrouvé à notre emplacement habituel. Dans la semaine nous avons diffusé quatre fois plus de tracts que d'habitude aux sorties de métro, aux portes des usines, dans les boîtes aux lettres du quartier. Le tract dénonçait l'agression et expliquait pourquoi la juste ligne communiste de « L'Humanité Rouge » excite la colère de ceux qui trahissent la lutte de classe, de ceux qui ont renoncé à la révolution prolétarienne pour se ranger dans le camp

des serviteurs de la bourgeoisie. Nous avons aussi collé un certain nombre d'affiches manuscrites.

— Tous les ouvriers lecteurs habituels de « L'Humanité Rouge », révoltés de cette agression, étaient à nos côtés le dimanche suivant.

— Nous avons formé un front uni, à la base et dans l'action, avec le PSU et des militants du Secours Rouge, venus distribuer un tract contre la répression. Des ouvriers, que nous ne connaissions pas jusque-là, et qui étaient intervenus contre l'agression, sont revenus avec des copains.

— Des amis étrangers, Laos et Vietnamiens notamment, se tenaient à côté de nos diffuseurs.

Le P.C.F. était là aussi, en force, mais divisé, hésitant. chez eux les contradictions ont dû grandir pendant la semaine et de nouveau, tout en assurant la diffusion des journaux et tracts, toute la matinée les discussions politiques ont été intenses.

Non ! décidément ! Ce n'est pas M. Laloë, ni personne qui nous empêchera de dire, très haut et très fort, la vérité marxiste-léniniste qui seule permettra la victoire de la classe ouvrière qui émancipera tous les travailleurs !

Correspondant H.R.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

	Francs
Cercle Kirov	55
Les Amis de la Garonne	105
Amapola	10
Anonyme	27,50
« A. Midi »	100
Léon	3
La mère d'un militant	10
Un étudiant	5
Admirateurs d'Engels (Soutien permanent)	3,20
Soutiens notre Presse	6,65
Soutien à H.R. (février)	100
Pour le juste combat idéologique de H.R.	50
Versement périodique Paris	1 500
Un fonctionnaire	5
Ouest - H.R. vaincra !	65
Centre Ouest - Pour soutenir le juste combat idéologique de H.R.	35
Des disciples de F. Marty	36
Sympathisants pour la souscrip. permanente	56
Memeth Shehu (cercle)	10
Un travailleur resté stalinien	2
P.M. Aéroport (Janvier)	20
Un lecteur communiste	10
Le Marxisme-Léninisme triomphera !	20
G.T.	20
Un étudiant	8
Un cheminot	4
Un couple de travailleurs	30
Anonyme	1
Un vieux montmartrois fils de communiste	5
Cercle Oulianov	54
Le Berry Rouge	5
Pour prendre exemple sur la classe ouvrière T.M.	2
Un lycéen d'Atlantique	5
Pour renforcer toujours plus la diffusion de l'H.R. dans la classe ouvrière Atlantique	65
Un fonctionnaire	5
Total de la semaine	2 438,35
Total précédent	164 449,13
Total général déjà utilisé pour les règlements de l'Humanité Rouge	166 887,4

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE L'HUMANITÉ ROUGE

« L'Humanité Rouge » confirme les termes de son communiqué de presse du 26 février 1972 stigmatisant l'ignoble assassinat d'un distributeur de tract, devant les portes de l'usine Renault et la caractérisant comme un nouveau pas en avant dans la fascisation organisée par la bourgeoisie capitaliste.

Mais contrairement à ce qui était contenu dans ce communiqué, « L'Humanité Rouge » retire son appel à participer à la manifestation prévue pour le lundi 28 février à 18 h 30. Au cours des conversations qu'on eu ses représentants avec d'autres organisations, il est apparu que cette manifestation n'aura pas un caractère prolétarien et qu'elle sera exclusivement dirigée par des trotskystes n'ayant rien à voir avec la classe ouvrière. « L'Humanité Rouge » regrette que l'organisation à laquelle appartenait le jeune militant assassiné n'ait pas assumé le rôle qui lui revenait de droit en ces circonstances.

« L'Humanité Rouge » renouvelle son appel à ses militants, notamment ceux des groupes de diffusion dans les entreprises, pour qu'ils se tiennent mobilisés pour agir sans relâche pour la réalisation du Front unique de la classe ouvrière. Elle appelle les travailleurs à lier leurs luttes pour des revendications immédiates à la défense des libertés démocratiques sur la base de la ligne « classe contre classe ». L'unité prolétarienne de la classe ouvrière réalisée en tenant compte de son rôle fondamental de force dirigeante des luttes du peuple est en effet la condition indispensable pour organiser une force réellement susceptible de s'opposer avec efficacité à la montée du fascisme.

« L'Humanité Rouge » s'incline devant le jeune militant Overney, qui, se réclamant du « maoïsme », entendait se mettre au service du peuple pour réaliser la révolution prolétarienne.

Dimanche 27 février 1972

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE LA C. F. D. T.

Nous publions le texte du communiqué de la CFDT du 28-2-72, que nous estimons positif et qui tranche singulièrement avec les positions ignobles adoptées par toutes les autres directions syndicales et tout particulièrement par celle de la CGT.

A la suite des graves événements de la Régie Renault qui ont provoqué la mort d'un jeune militant maoïste, la Commission Exécutive de la CFDT approuve les positions prises par le syndicat CFDT Renault et la Fédération générale de la métallurgie. Elle s'incline devant cette nouvelle victime qui s'ajoute à la longue liste de ceux qui ont donné leur vie pour la cause du mouvement ouvrier. La CFDT rappelle qu'elle n'a jamais approuvé la violence minoritaire, mais que celle-ci n'est bien

souvent que la réplique spontanée à la répression dans les entreprises, répression qui peut aller jusqu'à l'organisation d'une police intérieure armée. La CFDT rejette l'amalgame que s'efforcent d'accréditer dans l'opinion le patronat et le gouvernement entre la montée incontestable des luttes sociales dans les entreprises et l'action des groupes politiques. Elle refuse de suspecter à priori la sincérité des convictions de tous ceux qui luttent contre l'exploitation du système capitaliste et de se laisser entraîner dans des analyses sommaires qui la situeraient en fait du côté du patronat et du pouvoir.

Paris le 28 février 1972
12 heures.

(Les passages en italique ont été soulignés par la rédaction de « L'Humanité Rouge »).

L'HUMANITE ROUGE VAINCRA !

Lecteur de « L'Humanité Rouge », hebdomadaire fidèle au marxisme-léninisme et à la pensée-maoïste-toung, je VERSE sans attendre pour qu'elle puisse poursuivre son juste combat idéologique et politique.

Je souscris F par le moyen ci-après (rayer les mentions inutiles) :

— timbres-poste
— chèque bancaire
— virement postal au CCP « L'Humanité Rouge » 30.226.72 La Source

Nom et adresse (facultatifs)
Date :
Pseudonyme

ABONNEMENT DE PROPAGANDE : « L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 10 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutien « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	10 F	20 F	40 F
Adresse	6 mois	20 F	40 F	80 F
	1 an	40 F	80 F	150 F
	Etranger : 3 mois	40 F	65 F	
	6 mois	75 F	125 F	
	1 an	150 F	250 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

C. I. T.

Lutte pour des conditions de travail acceptables

Une lutte de longue haleine s'est déroulée à la C.I.T., ayant pour but d'obtenir un chauffage correct dans l'atelier.

LA SITUATION AU DEPART :

Une usine mal conçue, puisque dans le hall de production on crève de chaleur en été (39°) en juillet dernier, aux magasins, et on y gèle en hiver (11°) aux circuits imprimés, début février, pour un travail assis immobile.

MULTIPLES DEBRAYAGES ESSAIS DE DESAMORÇAGE PAR LA DIRECTION :

Il y eut une délégation massive le 31 décembre auprès du chef de production qui se fiche de nous et montre que la direction ne voulait rien faire de sérieux (voir article du numéro 133 : « Délégation débrayage »). Il y eut alors la pose de sas et des poêles à butane : huit pour 3 000 mètres carrés !

A l'appel de la section syndicale C.G.T. (animée par des militants combattifs), un débrayage eut lieu le 26 janvier, regroupant 120 à 130 ouvriers. Il fut proposé une tactique de débrayages tournants, d'environ une heure, pendant la durée du froid. Cette tactique correspondait à l'état d'esprit des ouvriers à ce moment et elle fut votée par la majorité. Cependant, elle se révéla fautive par la suite, car, le froid persistant, le mécontentement gagnait un nombre croissant d'ouvriers : ceux-ci ne voyaient aucune possibilité de faire céder la direction par des petits débrayages d'une heure... Il y eut une délégation (ouvriers de chaque secteur et délégués) auprès du président du comité Hygiène et Sécurité, homme de paille de la direction, qui avoua son incompétence et son inutilité totales (qui ne faisaient aucun doute !). Puis, une majorité d'ouvriers voulurent aller tous ensemble demander des comptes à la direction. Nous avons vu le chef du personnel qui fut hargneux et méprisant, et déclara « étudier le problème ». Le résultat : on nous promit des panneaux radiants.

Le lundi 31 janvier, les panneaux radiants n'étant toujours pas là et l'atelier n'ayant pas été chauffé le week-end, la colère éclata de nouveau. Le mouvement fut massif : de 250 à 300 personnes (il y a 400 ouvriers dans le grand hall) débrayèrent. De nouveau, une délégation fut formée. Sur proposition d'une déléguée, les ouvrières et ouvriers quittèrent l'atelier pour se réchauffer dans un couloir menant à un bâtiment administratif. La

colère et la détermination étaient grandes. La direction, mise au pied du mur, promit d'apporter, à la réunion de délégués du personnel, l'après-midi, des réponses aux exigences des ouvriers :

- Réglage du boni ;
- Paiement des heures de grève ;
- Refus de travailler à des températures trop basses.

Après une heure et demie de débrayage, les délégués firent voter la reprise du travail uniquement sur la promesse d'informer les ouvriers immédiatement après la réponse de la direction l'après-midi. Ce fut une erreur de leur part de ne pas présenter une seconde possibilité : continuer la grève pendant la réunion de délégués, lui ôtant ainsi son caractère routinier habituel. Les délégués n'ont pas senti à ce moment-là le bon qualitatif dans la prise de conscience d'une majorité de travailleurs. Ils sont restés en arrière des masses.

L'après-midi, les ouvriers furent informés des promesses de la direction :

- Les heures de grève étaient payées ;
- Les ouvriers avaient le droit d'aller se réchauffer si la température était inférieure à 17° ;
- Le boni serait réglé à l'allure la plus favorable de décembre ou janvier.

C'était déjà une belle victoire, mais c'était insuffisant : il faisait toujours froid dans l'atelier. Il fut décidé que si, le lendemain, il ne

faisait pas 17°, personne ne commencerait à travailler.

Le lendemain matin, 1^{er} février, les températures étaient de 11° à 15°, mais aucun délégué ne se trouvait dans l'atelier à 7 h 40. Le mécontentement éclata de nouveau, mais nous avons payé l'erreur de la tactique des débrayages tournants. Les chefs purent faire leur sale boulot de division, maniant la carotte et le bâton : « Vous avez déjà obtenu beaucoup (oui, mais comment ?), d'accord le système de chauffage n'est pas au point, mais ça arrive à tout le monde de faire des erreurs (des erreurs comme ça, pour nous c'est la porte), vous irez vous chauffer cinq minutes (!), il faut travailler car si la maison fait faillite, vous en serez responsables (oui, ça a été jusque-là !), ne bougez pas, ceux qui bougent seront renvoyés, vous venez foutre le bazar. » Malgré les pressions des chefs et le manque évident d'organisation du mouvement, 120 ouvrières débrayèrent.

Des canons à fuel (utilisés habituellement pour chauffer des endroits aérés et non des locaux fermés) furent installés en fin de matinée. Cependant, la grève se poursuivait, ayant pour objectif non plus le froid, mais la parution de la note de service certifiant nos acquis.

Par ordre d'un directeur, il nous fut dit à 16 heures que cette note ne paraîtrait pas avant que nous n'ayons regagné nos postes de travail. Chantage ! Mais nous avons tenu bon jusqu'au soir. La direc-

tion a cédé : la note était affichée à 16 h 40, mais non dans les termes que nous avions indiqués : nous considérons devoir être payés si nous étions dans l'usine et non « à nos postes de travail » comme l'a finalement écrit la direction, n'étant pas nous-mêmes responsables de la température dans l'atelier. Voilà le peu de cas que les patrons font de nos conditions de vie et de travail. La production d'abord !

Il n'en reste pas moins des acquis jamais obtenus à la C.I.T. :

- Paiement des heures de grève ;
- Réglage du boni (qui ne fut pas obtenu en été).

LES LEÇONS DE LA LUTTE

Il faut tenir compte du niveau de conscience des ouvriers et surtout ne pas le sous-estimer. Proposer des débrayages tournants correspondait à la première phase de la lutte, mais ceci fut très vite dépassé et les délégués n'ont pas été à même de le voir, ce qui a facilité la division des travailleurs.

Cette lutte démontre la nécessité d'une ferme organisation par atelier pouvant souder et diriger la lutte dans chaque secteur.

Et surtout les ouvrières ont pris conscience de la rapacité capitaliste et de la force de cette arme irremplaçable : la grève, et de la nécessité de l'unité. Elles sauront en tirer les leçons pour l'avenir et les faire comprendre à celles qui, pour l'instant, n'en ont pas encore conscience.

SEULE LA LUTTE PAYE !

Correspondant H.R.

S. C. P. M. (Marseille) :

NOUVEAUX EXCES DES PATRONS

Les patrons (mari et femme) de la S.C.P.M. ont de nouveau montré leurs vrais visages d'exploiteurs de la classe ouvrière. Voici les faits : une manutentionnaire, mère de famille, travaillait normalement depuis trois mois à un poste de réception des colis, quand elle a été affectée à un autre poste devenu vacant par suite du départ d'un ouvrier. Mais ce nouveau travail était très pénible et nécessitait une grande force pour hisser de lourds colis en montant sur une échelle de près de 4 mètres de haut. Cette travailleuse, invalide à 42 % des suites d'un accident du travail, avait des vertiges sur l'échelle. Le médecin de l'entreprise lui fit un certificat déconseillant ce genre de travail. Alors, les patrons, dans un esprit

de vengeance contre la grève victorieuse que nous avons déjà relatée le mois dernier, saisirent cette occasion et invoquèrent la convention collective qui stipule : « Bien que la visite médicale d'embauche doive se passer le premier mois, aucun travailleur ne peut se considérer comme embauché tant qu'il ne l'a pas passée. » C'est là une manœuvre facile pour avoir les mains libres grâce à la loi des patrons ! Alors, face aux patrons, les travailleurs trouvent une volontaire pour le poste pénible, afin que la mère de famille puisse réintégrer son emploi à la réception (celui qu'elle assurait auparavant). Mais les patrons ne veulent rien savoir. Aussi la travailleuse revient le lendemain, mais le patron l'oblige à rester assise sur

une caisse, dans un endroit non chauffé, toute la journée, puis lui confirme le licenciement.

Cette ignoble brimade montre la haine des patrons contre les travailleurs et cette méprisante vengeance montre leur mépris à l'égard de ceux sur la sueur et le travail desquels ils profitent. Pour eux, les ouvriers ne sont que des citrons : une fois pressés ils les jettent. Mais attention, cela ne durera pas toujours ! En s'organisant comme ils ont commencé de le faire pendant leur grève victorieuse, les travailleurs de la S.C.P.M. sauront se faire respecter.

Non aux licenciements !

Non à l'arbitraire patronal !

A bas les exploiteurs !

Face à la répression patronale, restons unis ! Correspondant H.R.

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

CHANTIERS NAVALS DE LA ROCHELLE-LA PALLICE

Les 1 200 ouvriers des chantiers navals poursuivent leur lutte commencée le 16 février pour leurs revendications.

Après le lock-out prononcé par la direction vendredi 18 février, les dirigeants des syndicats CGT et CFDT prêchent la reprise du travail alors que rien n'est obtenu ; ils ont tout fait pour substituer la négociation à la lutte de classe. Après leur sale boulot de diviseurs le travail a repris lundi 21 février, mais plusieurs débrayages ont eu lieu pour protester contre les propositions patronales jugées insuffisantes par les ouvriers.

Puis le mercredi 23 février, une manifestation rassemblant 2 500 métallos de la région Rochelaise ont parcouru les rues de la ville en solidarité avec les métallos de La Pallice et pour leurs revendications.

Un premier succès vient d'être enregistré par les métallos des chantiers navals de La Pallice, une augmentation uniforme de 0,25 F de l'heure.

Ne laissons pas brader nos revendications par les directions syndicales opportunistes, poursuivons notre combat sur les mots d'ordre : « UNITE à la BASE et dans l'ACTION, CLASSE contre CLASSE. »

SABLA à Givors (Rhône).

Depuis deux semaines les ouvriers sont en grève pour leurs revendications de salaires. Les ouvriers de plusieurs entreprises, Berthiez, Fives - Lille, B.S.N. ont apportés leur soutien par des débrayages.

A BORDEAUX

IMPRIMERIE DE SUD-OUEST

Depuis le 17 février les travailleurs des journaux « Sud-Ouest » et la « France » se sont mis en grève à l'initiative des clicheux qui en ont assez des négociations bidons.

Les capitalistes qui contrôlent ces journaux veulent « moderniser » et pour cela chasser les travailleurs et accélérer les cadences. Les travailleurs se sont dressés contre l'exploitation et le chômage. Le syndicat du Livre a rattrapé en marche le train et prétend maintenant diriger le mouvement... vers l'ornière si les travailleurs le laisse faire.

A bas l'exploitation et le chômage voulus et organisés par les requins capitalistes.

Vive la juste lutte des travailleurs des journaux « Sud-Ouest » et la « France » de Bordeaux.

Qu'ils contrôlent le syndicat pour éviter les négociations sans principe.

SOCIETE GIRLING A BOUZONVILLE (Moselle)

Les 1 500 ouvriers de cette entreprise sont en grève depuis le 22 février pour l'augmentation uniforme de 0,30 F de l'heure pour tous.

CIMENTERIE LAFARGE

Arrêt de travail le 22 février des 140 ouvriers qui réclament une prime de transport, l'augmentation des salaires et une prime de vacances. Des piquets de grève ont été mis en place, ce qui a empêché une trentaine de cadres de briser leur lutte.

SOCIETE NATIONALE DES POUDES A PERIGUEUX

600 travailleurs se mettent en grève contre les licenciements, pour la retraite et le retour aux 40 heures.

ROUSSEL-UCLAF A ST-DENIS (Seine-St-Denis)

Les travailleurs de l'usine de Saint-Denis se sont opposés au démontage et au déménagement de matériel de production, cette action correspond à la lutte engagée depuis plusieurs mois pour s'opposer aux licenciements de 800 travailleurs.

La direction a dû reculer devant la détermination des travailleurs.

NON au chômage, produit du capital !

SOCIETE HIBON A ROUBAIX

Les ouvriers employés à la fabrication de pompes sont en grève avec occupation.

ARSENAL MARITIME DE TOULON (Var).

Grève de 24 heures à l'arsenal de Toulon et dans les établissements d'Hyères, La Lande, Guers, et Saint-Tropez pour les revendications.

4 000 manifestants parcourent les rues de la ville.

O.N.A.T.R.A. A VITROLLES (Bouches-du-Rhône)

Depuis le début de la semaine dernière les chauffeurs-routiers, les mécaniciens de cette entreprise de transport routier de la banlieue de Marseille sont en grève. Un piquet de grève a été mis en place. Les gendarmes mobiles sont intervenus dans la nuit de vendredi à samedi 26 février pour chasser les grévistes.

“C. G. T. des cheminots et lutte de classe”

PÉRIGUEUX: Que la révolte de base des cheminots s'étende!

Traditions révolutionnaires

La base cheminote de l'agglomération périgourdine s'est révoltée contre la ligne de collaboration de classes imposée par les dirigeants du P. « C. » F. aux dirigeants de la C.G.T. L'étude qui suit nous est transmise, avec prière d'insérer, par les cheminots marxistes-léninistes de Périgueux et les éléments les plus combattifs.

Pourquoi la révolte à la base partie des ateliers voies et bâtiments, a gagné les ateliers matériel-traction pour atteindre finalement les roulants du dépôt de Périgueux ?

En réalité, une lutte de classe très âpre a pris naissance à Périgueux en 1963, avec les premières exclusions, suivies de démissions en chaîne de membres du P. « C. » F. et de la C.G.T. hostiles à la ligne révisionniste.

Depuis, les événements se sont poursuivis, avec des hauts et des bas, jusqu'à Mai 68 qui prit les syndicats de court et à contre-pied. Débordés par la base, ils s'employèrent par tous les moyens à étouffer la grève, dans les conditions maintenant connues de tous.

En 1969, on se mit à parler des premières mesures qui frappent les ateliers du M.T., en application de « l'accord-cadre sur la modernisation » signé par tous les syndicats le 11 juillet 1968 (Argalon et Moreau pour la C.G.T., Souques et Quenterbert pour F.O., Martin et Billon pour la C.F.D.T., Brunebarbe et Quinto pour la C.F.T.C., Decoudun et Féret pour la F.A.C., Cizef et Roumiguère pour la F.G.A.A.C., Lachize et Louchard pour la C.G.C., et Quibert et Bénét pour la S.N.C.F. I).

Ces mesures entraînaient la mutation des anciens apprentis dans la région parisienne au retour de leur

service militaire, la mutation d'office aux ateliers VB de Charmiers et de très nombreuses autres, d'office, dans les différents dépôts « déficitaires » de la région du Sud-Ouest, pour être soi-disant affectés à la conduite.

Il n'y eut aucun embauchage pour remplacer les agents partant en retraite, coupant toute possibilité de retour à Périgueux pour les jeunes. Pour ces raisons diverses, relevant de la politique de démantèlement, les effectifs MT sont tombés de 1 500 agents environ à 700, soit 800 emplois supprimés, arrêt de déroulement de carrière pour les autres, etc. Cela s'est produit malgré les campagnes démagogiques et électoralistes de l'intersyndicale qui regroupait tous les signataires de l'accord-cadre. Comme ces mêmes syndicats n'ont organisé et planifié aucune stratégie nationale, autre qu'électorale et locale, contre le démantèlement de la S.N.C.F., rien ne put empêcher la désagrégation voulue et organisée par la S.N.C.F. des ateliers MT.

Avant ces événements de grande envergure, en 1958 et après, les grands ateliers et l'entretien des grandes réparations avaient fusionné entraînant une réduction d'effectifs par le non-remplacement des départs en retraite. Donc le mécontentement actuel a des racines profondes et justifiées.

Pour faire accepter sa politique capitulationniste, les dirigeants CGT ont progressivement procédé à la mise sur la « touche » des éléments les plus combattifs qui restaient parmi les délégués, et les remplaçaient par des éléments plus jeunes, moins expérimentés de la lutte des classes, plus « maniables » par les vieux renards révisionnistes du P. « C. » F. qui tiraient les ficelles.

La grève de juin 71

Mais, en réalité, les grosses difficultés ont surgi entre la base et la poignée de dirigeants, en juin 1971, lorsque les cheminots ont bien compris que sous le prétexte de la PRIME DE VACANCES on les menait en bateau. Aussi, après avoir imposé bureaucratiquement le déclenchement de la grève, la partie fidèle de l'appareil militant révisionniste a dû user de toutes les ruses pour tenter d'imposer la reprise du travail lorsqu'elle fut décidée à Paris par Argalon-Massabieaux et leur compère Martin de la C.F.D.T., sous prétexte que « l'opinion publique ne comprenait plus la grève pour la prime de vacances » car en juin cette « opinion publique » était prête à y partir et qu'il lui fallait des trains, et sous prétexte que seule « toute la classe ouvrière entrant dans la lutte » pouvait faire céder le gouvernement (et la S.N.C.F. pour la prime de vacances !).

À la bourse du travail de Périgueux, comme aux cités S.N.C.F. de Saint-Léon-de-l'Isle, les bonzes locaux ont déployé tous leurs minables arguments. Ne pas vouloir faire une assemblée générale des grévistes de l'agglomération périgourdine tous ensemble permettait de regrouper à l'avance tous les révisionnistes disponibles et de les concentrer ensuite dans chacune des deux réunions, et d'éviter d'avoir à faire face à tous les militants conscients de la base en même

temps : le principe de Mao Tsé toung, défaire ses ennemis un à un, bouchée par bouchée, était ainsi retourné contre la masse révolutionnaire par la poignée de dirigeants révisionnistes. Malgré toutes ces précautions, les choses ne sont allées de leur mieux, ni à Périgueux, ni à Saint-Léon-de-l'Isle : LA PENSÉE MAO TSE TOUNG n'appartient qu'au peuple, et ne peut être utilisée victorieusement que par le peuple.

Au cours des différents meetings, tout en préconisant une prime uniforme de vacances (une alouette), les orateurs C.G.T. ne se gênaient pas pour se faire les avocats de la hiérarchie par ailleurs, sur les salaires (un cheval), c'est ce que l'on appelle le pâté d'alouette, moitié alouette, moitié cheval : un de chaque !

Le mouvement très mal démarré, et saboté sur le plan national, les cheminots respirèrent, par force, le travail, bien conscients cette fois qu'ils avaient été purement et simplement vendus. Au lieu d'une prime de vacances de 30 000 AF, il y avait pour chacun une retenue de salaire de 40 000 à 60 000 AF. C'était difficile à digérer ! La colère était plus grande chez les roulants pour qui la perte salariale était plus importante que pour les sédentaires aux plus maigres salaires. Les retenues sur solde furent pour l'essentiel effectuées jusqu'en décembre 71, ce qui entretint le mécontentement et la

prise de conscience jusqu'à la fin de l'année 71.

Mais celle-ci arrivait avec la traditionnelle reprise des cartes syndicales. Certains camarades de la base avaient entrepris déjà la grève du timbre syndical. Mais une surprise de taille attendait les dirigeants

révisionnistes de la C.G.T. dans leurs sabots de Noël. De leurs propres aveux, il y aurait 40 % de pertes d'adhérents, mais certaines confidences de camarades receveurs de la C.G.T. nous permettent d'affirmer que le pourcentage est en réalité plus élevé.

Lutte contre la hiérarchie

En effet, le mécontentement de la base a connu avec la nouvelle année un nouveau bond en avant avec la nouvelle grille des salaires et la transposition des grades. Les chefs d'équipe sont incorporés à la maîtrise et comme celle-ci, ainsi que la catégorie des cadres, ils vont bénéficier d'un délai de cinq ans pour le déclenchement des nouveaux indices, alors que pour les agents d'exécution le délai est de huit ans. Ainsi un privilège de caste considérable est créé pour les catégories qui ont toujours bénéficié des grèves suite aux augmentations au pourcentage, et aux dépens des agents d'exécution qui ont fait toutes les grèves depuis 1945.

Les dirigeants de la C.F.D.T. affirment avoir été les seuls en commission du statut à avoir défendu le principe de CINQ ANS POUR TOUS. La C.G.T. ne s'est pas opposée à ce principe conforme à sa politique de la hiérarchie : il faut des commandants et des commandés et des salaires en conséquence ! Ceci par pure démagogie pour « conquérir les cadres » du régime bourgeois !

Les contre-propositions de la C.G.T. aux propositions S.N.C.F. reprenaient le principe de huit ans pour le personnel d'exécution et de cinq ans pour la maîtrise et cadres. D'ailleurs les dirigeants de la C.G.T. ne se cachent pas pour écrire, notamment dans « Options » revue des cadres C.G.T., que le nouveau système de rémunération représente de grands aspects positifs et en progrès sur l'ancien système, pour le personnel des basses échelles !

Hélas, ces mêmes agents d'exécution confrontés avec les réalités de la vie ne sont pas de cet avis. Les délégués honnêtes, car il y en a, constatent qu'ils ne peuvent plus défendre leurs mandats en défendant le programme de la C.G.T., car il y a entre ce programme et l'intérêt des cheminots une profonde contradiction.

Plusieurs camarades ont fait à la Fédération (Massabieaux) une lettre personnelle pour exprimer leur indignation. Évidemment, les bonzes gènes de Paris n'ont pas cru daigner répondre, affirmant ainsi leur mépris des militants de la base.

Pétition de la base déchirée par le secrétaire C. G. T.

Aux ateliers de VB de Périgueux-Charmiers, une pétition contre la hiérarchie, recueillant 150 signatures, fut remise au secrétaire du syndicat C.G.T. de cet établissement. Celui-ci n'a rien trouvé de mieux que de la déchirer pour affirmer son mépris des cheminots de la base et de la démocratie ouvrière.

Devant cet acte scandaleux, le camarade a démissionné de la C.G.T. en signe de protestation et en remettant son mandat de délégué au deuxième degré. Bien entendu, il en informa les cheminots qui l'avaient élu : C.G.T. et Inorganisés. Le secrétaire de l'Union départementale, informé du fait, ne désavoua pas le secrétaire du syndicat, disant qu'il était élu, donc responsable de la politique du syndicat, que la base ne pouvait pas la

remettre en cause sinon ce serait de l'anarchie. Ainsi la démocratie ouvrière est ouvertement violée. Les bonzes syndicaux se prennent pour des inamovibles, non révocables par la base, dévoués au sommet de la hiérarchie syndicale, contre les intérêts des travailleurs de la base. Ils se prennent pour des députés bourgeois qui font des promesses pendant les périodes électorales, pour se faire élire, et qui une fois au parlement bourgeois font la politique de la bourgeoisie, toute opposée à leur programme de démagogie. Pour expliquer à Massabieaux cette démission, le responsable syndical qui avait déchiré la pétition dit qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter, qu'il s'agissait d'un acte isolé ! Belle honnêteté ! Quelle pourriture !

Argalon se déplace à Périgueux

Mais devant la gravité de la situation, d'autres camarades écrivirent au secrétaire-adjoint Argalon, qui était alors en plénières réunions au sommet avec la S.N.C.F. et les autres syndicats en train de discuter de l'ACCORD 1972. Argalon et la Fédération estimèrent que le rôle était en train de brûler et malgré leur emploi du temps très chargé, décidèrent qu'Argalon en personne devait descendre à Périgueux pour reprendre l'affaire en mains. Il vint une première fois le 13 janvier en convoquant les cadres syndicaux. Il devait revenir une deuxième fois avec Barat, secrétaire national du MT, le 25 janvier devant une assemblée de syndiqués convoqués par « INVITATION PERSONNELLE », donc avec des exclusives !

Néanmoins, au cours de ces deux réunions les contestataires ne manquèrent pas d'exprimer leurs points de vue et de présenter leurs griefs contre la Fédération. Ne pouvant rien répondre de concret, Argalon tenta de faire diversion en s'en prenant à l'« Humanité-Rouge » qui, dit-il, diffuse des brochures contre la C.G.T. Reprenant sa vieille rengaine, il dit que ces gens-là étaient à la solde du pouvoir. Il crut devoir affirmer que le secrétaire du syndicat d'Avignon vota la résolution finale du Congrès de cheminots, sans démentir la déclaration de Paganelli. Nous profitons de cette occasion pour réaffirmer, et si c'est nécessaire nous publierons une photocopie du document officiel du

O. R. T. F.

Pas d'atteinte à la presse démocratique!

Tous les travailleurs du Centre de tournage ont pu prendre connaissance du tract du comité local C.G.T. de Joinville informant de la puissante grève des mineurs britanniques et appelant à son soutien massif.

Pour élargir ce soutien, *L'Humanité Rouge*, notre journal, comme c'est son droit, son devoir et son rôle d'hebdomadaire d'information communiste, a décidé de publier cette manifestation de solidarité et d'internationalisme prolétarien.

N'importe quel autre journal aurait pu le faire également : par exemple, *L'Humanité* blanche. Nous n'aurions pas protesté. Car si nous ne nourrissons pas d'illusions sur la vieille démocratie bourgeoise agonisante, il nous reste encore le droit d'user comme bon nous semble de ce qu'il en reste!

S'arrogant on ne sait quel droit d'entraver la liberté d'opinion et de presse, la fraction révisionniste (P.«C.»F.) du comité local C.G.T. du Centre a cru bon de « dénoncer » cette publication comme une « ingérence » dans ses affaires.

Curieuse façon de se présenter comme les champions de la démocratie!

S'ils étaient logiques avec eux-mêmes, pourquoi les révisionnistes

ne dénonceraient-ils pas aussi la presse bourgeoise écrite et télévisée chaque fois que celle-ci s'avise de publier dans ses colonnes et sur ses ondes des déclarations ou décisions des plus hautes instances du vieux Parti révisionniste ou des bonzes révisionnistes de la C.G.T.?

La raison est simple : la « démocratie avancée » des dirigeants renégats du P.«C.»F., tout entière fondée sur la collaboration de classe, ne saurait tolérer dans les rangs de la classe ouvrière la présence et l'influence grandissante du marxisme-léninisme et de ses défenseurs.

Et c'est précisément parce que cette influence les terrorise qu'ils l'ont parée des qualificatifs les plus calomnieux : de « gauchistes-fascistes » à « gauchistes-Marcelin » en passant par « maoïstes ».

C'est pour cette raison encore qu'ils donnent aux militants de base qu'ils trompent la consigne d'isoler, pourchasser et mater les « gauchistes ». Tout est bon pour parvenir à leur fin, des calomnies aux dénonciations.

C'est faire, de manière évidente, fonctionner la courroie de transmission en sens contraire du mouvement de l'Histoire et faire, de toute façon, la preuve par neuf que la

courroie existe entre le P.«C.»F. et la C.G.T.

Nous, communistes marxistes-léninistes, ne nous abaissons pas à dissimuler la courroie de transmission. Nous essayons de la faire tourner dans le bon sens. Il est impossible d'établir une ligne syndicale juste sans une ligne idéologique et politique juste, conforme aux intérêts des plus larges masses.

Nous ne dissimulons pas non plus que si nos réflexions et conclusions sur le démantèlement de l'O.R.T.F. commencent à convaincre et à faire l'unité syndicale jusqu'au sein du comité local, c'est parce que nos études économiques et politiques de la situation en France sont faites sur la base du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung.

Et ce ne sont pas les manifestations de dépit qui troubleront notre travail.

Comment répondre mieux aux attaques mesquines et voilées contre notre hebdomadaire de combat qu'en rappelant aux travailleurs de l'Office qu'à la mort du grand Staline, c'est Jacques Duclos qui rappelait ainsi à tous les communistes de France, dans un poignant éloge, les enseignements impérissables du grand dirigeant disparu :

« Camarade Staline, vous nous

avez recommandé de prendre en main le drapeau des libertés démocratiques bourgeoises et de le porter en avant pour rassembler la majorité du peuple autour de nous.

« Les communistes français, à la tête de la classe ouvrière et du peuple de France, luttent et lutteront pour la défense des libertés démocratiques, pour briser le complot. Ils remporteront la victoire. » (*L'Humanité* du 6 mars 1953, édition spéciale.)

Quel chemin parcouru depuis ! *L'Humanité Rouge* a aujourd'hui l'honneur de porter ce drapeau aux yeux de tous, face à la bourgeoisie réactionnaire fascisante et au révisionnisme moderne social-fascisant.

Aucune calomnie, aucune menace physique, aucune dénonciation ne pourront la faire faillir à cet honneur. Et ceci jusqu'au triomphe du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung!

Jusqu'à la victoire de l'idéal des communistes et des bolchéviks!

Jusqu'à la Révolution prolétarienne armée!

Jusqu'à la dictature du prolétariat!

Les Communistes marxistes-léninistes de l'O.R.T.F. Le 22 février 1972.

SOUTIEN AUX GRÉVISTES DE PENARROYA

La grève avec occupation engagée par les ouvriers — essentiellement immigrés — des usines du trust Penarroya se poursuit depuis le 9 février, avec la même détermination qu'au premier jour.

Dans toutes les usines du trust Penarroya des actions sont engagées. Au début, la grève avec occupation est déclenchée par les ouvriers des usines de Lyon et de Saint-Denis pour les justes revendications : augmentation des salaires de un franc de l'heure ; la semaine de quarante heures sans diminution de salaire ; l'amélioration immédiate minimum des conditions d'hygiène, de sécurité et de travail ; la communication aux ouvriers des résultats de leurs analyses médicales. Elle est largement suivie et a de nombreux échos dans les autres usines. Des grèves ont lieu à l'usine d'Escauddeuvres ; à l'usine de Noyelles-Godault (Nord), débrayage et dépôt d'un cahier de revendications ; à la mine Penarroya de Largentières (Ardèche), la direction syndicale C.G.T. se cantonne à envoyer une lettre à la direction ; à la mine Penarroya de la Plagne, une délégation des ouvriers des usines de Lyon discute avec les mineurs qui élisent leurs délégués et rédigent leurs revendications ; à la mine Penarroya des Malines (Hérault), la direction syndicale C.G.T. écrit une lettre à la direction générale.

Ainsi, d'un côté nous voyons très nettement ceux qui sont décidés à la lutte classe contre classe et de l'autre ceux qui font tout pour freiner ce mouvement qui va en se développant. C'est ainsi que le 12 février l'union locale C.G.T. de Saint-Denis accomplit son œuvre destructrice en distribuant un tract accusant des « éléments troubles d'avoir poussé à l'aventure les travailleurs de l'usine Penarroya ». Il est vrai que les bonzes n'ont pas tellement de soucis, qu'ils connaissent à peine l'exploitation capitaliste, mais per-

çoivent un salaire confortable de permanent pour défendre l'idéologie bourgeoise. Cette tromperie ne durera pas longtemps et les travailleurs qui ont repris le travail à Saint-Denis tireront les enseignements de cette trahison.

Cela n'a aucunement ébranlé la lutte des grévistes de Lyon qui reçoivent le soutien populaire des paysans qui les ravitaillent en légumes et volailles. Ils ont aussi reçu de Paris le soutien de cinquante médecins qui publient dans une déclaration : « Nous, médecins, estimons inadmissible que des ouvriers doivent avoir recours à la grève pour obtenir les plus élémentaires dispositions de protection... Il est inadmissible qu'on leur refuse les examens de dépistage comme le dosage du plomb dans le sang et les urines et le dosage de l'urée sanguine... Il est inadmissible que, conformément aux lois de 1913, la législation du travail limite les indemnités professionnelles aux malades très gravement atteints. Certaines infirmités professionnelles ne sont mêmes pas reconnues en vertu de cette législation caduque... »

Nous, médecins soussignés, appelons l'opinion médicale à exiger la réforme de la législation du saturnisme et à soutenir les ouvriers du trust Penarroya jusqu'à la satisfaction de leurs revendications.

Après les manœuvres perfides de certaines directions syndicales révisionnistes, afin d'isoler les grévistes de Lyon, des camions de gardes-mobiles ont encerclé l'usine de Lyon en pleine nuit, vendredi 25 février à 1 h 30 du matin. Les forces de répression de l'Etat bourgeois ont fait évacuer les piquets de grève et le lendemain la population pouvait voir des chevaux de frise placés devant chaque entrée de l'usine.

Les travailleurs en grève déclarent qu'ils continueront la lutte jusqu'à l'obtention d'un résultat satisfaisant.

Soutenons et popularisons cette juste lutte!

GIROSTEEL (Bourget) :

Provocations et répression contre les travailleurs



Un piquet de grève vigilant face aux provocations patronales.

Depuis le 8 février, les ouvriers de l'usine de laminage à froid Girosteel sont en grève avec occupation des locaux. Comme chez Penarroya, ce sont là aussi en majorité des travailleurs immigrés. Ils demandent une augmentation d'un franc de l'heure POUR TOUS, l'augmentation des heures de travail de nuit, le treizième mois, pour les O.S. la garantie du salaire en cas de changement de postes, le respect des libertés syndicales pour que cesse la discrimination raciale. Dès le début de la grève, les travailleurs se tenaient en garde contre une éventuelle intervention de la police et contre les provocations patronales et les tentatives de division.

La direction envoyait vingt lettres de licenciement.

Le 18 février, un membre de la maîtrise se présentait au piquet de grève et lui demandait de remettre une musette à un membre du groupe de sécurité technique présent à l'in-

térieur. Le piquet de grève faisant preuve de vigilance ouvrit la musette et y découvrit un revolver de calibre 7,65 et cinquante cartouches. La direction cherchait ainsi à ce que par la suite une arme soit découverte dans l'usine, les travailleurs immigrés inculpés de détention d'armes et expulsés de France. Mais ce piège a, comme on l'a vu, été déjoué.

Le 24 février, à la requête de la direction, le vice-président du tribunal civil de Paris a ordonné l'expulsion des occupants et menacé de faire intervenir les gardes-mobiles comme à Penarroya. L'occupation ne s'en poursuit pas moins.

Cela montre une fois de plus au service de qui est la justice bourgeoise, et que les travailleurs n'ont rien à en attendre. Seule compte leur action classe contre classe. Les patrons ne cèdent qu'à un seul argument : la force des travailleurs en lutte.

AFFICHEZ H. R.

LES SOCIAUX-IMPERIALISTES DE MOSCOU PREPARENT LA GUERRE EN ASIE

Une collusion soviéto-américaine active

Nixon a demandé auprès des dirigeants de la République Populaire de Chine de venir à Pékin. Brejnev et consorts expliquent ce voyage-défaite comme une preuve d'une prétendue collusion sino-américaine. C'est rééditer une nouvelle fois la farce du voleur qui crie « au voleur ». Car c'est bien Moscou qui tripatouille en collusion avec Nixon et renforce chaque jour sa collusion avec l'impérialisme américain.

Les preuves abondent (cf. article ci-dessous) : collaboration économique, « culturelle », etc. Surtout, il s'agit de se partager le monde afin de mieux le dominer. En ce sens, les deux super-puissances ont des intérêts communs, CAR ELLES ONT DES ENNEMIS COMMUNS : LES PEUPLES, et à leur tête les peuples d'Asie, soutenus fermement par leur base rouge : la République Populaire de Chine.

Aussi, tentent-elles de se dégager momentanément de leurs conflits hors d'Asie : tentatives d'imposer une solution pacifique au Moyen-Orient, volonté surtout des révisionnistes de Moscou de convoquer une conférence de sécurité européenne (cf. article ci-dessous).

Prendre la relève en Asie

Collusion ne veut pas dire accord serein ; tout accord entre brigands ne va pas sans luttes et tromperies. Ce sont deux impérialismes qui s'affrontent. L'un guette les défaillances de l'autre ; l'autre veut mettre le premier en difficultés...

Aujourd'hui, l'impérialisme américain est fortement ébranlé dans le Sud-Est Asiatique ; tôt ou tard, il lui faudra décamper. Aussi, les sociaux-impérialistes de Moscou nourrissent-ils un rêve à leur mesure : PRENDRE LA RELEVÉ EN ASIE. Le soutien actif apporté par Moscou à l'agression indienne contre le Pakistan, est un premier pas dans ce sens. L'apparition de la flotte soviétique dans l'Océan Indien confirme ces intentions des Sociaux-impérialistes.

Encercler la Chine

Au fond, l'objectif commun des Impérialistes de Washington et de Moscou

« Les U.S.A. et l'Union Soviétique font tout leur possible pour encercler et isoler la Chine, bien que cela veuille dire faire des châteaux en Espagne, afin de passer ensuite à l'étouffement de la révolution et la destruction de la République Populaire de Chine. A cette stratégie commune contre-révolutionnaire sont soumises toutes leurs activités principales dans le domaine des relations internationales, soit en Europe, soit en Asie, en Afrique ou en Océanie. »

ENVER HODJA AU VI^e CONGRES DU P.T.A.

Derniers faits de collusion soviéto-américaine

Octobre 1971 :
Accords signés à Washington sur la prévention du déclenchement accidentel d'une guerre nucléaire, sur l'établissement de communications par l'intermédiaire des satellites artificiels... se partager le monopole de l'armement nucléaire et de l'espace.

Novembre 1971 :
Voyages des membres de l'O.T.A.N. à Moscou afin de réduire les troupes militaires des 2 blocs en Europe... Se libérer pour combattre ailleurs...

Novembre 1971 :
Visite de John Warner, vice-secrétaire de la flotte militaire U.S. pendant 10 jours à Moscou. Objectif : se partager les océans. Warner a qualifié ses entretiens de « fructueux ». Les révisionnistes de Moscou se félicitent d'un accord éliminant « les incidents de guerre entre les 2 pays ». Bilan : la VI^e Flotte continue de commettre des crimes contre les peuples d'Indochine ; la VI^e Flotte U.S. menace en Méditerranée ; la flotte soviétique patrouille en Méditerranée et dans l'Océan Indien...

Décembre 1971 :
Visite du ministre du Commerce Stens en U.R.S.S. : Le capital américain pénètre largement le domaine des équipements destinés à l'industrie du pétrole et du gaz.

Décembre 1971 :
Voyage de 108 hommes d'affaires occidentaux, en majorité des Américains, en U.R.S.S. : L'Europe fait des difficultés pour payer les difficultés économiques des Etats-Unis, l'U.R.S.S. elle, ouvre son marché...

Que d'affaires en quelques trois mois ! Et pour couronner le tout : la culture ! En janvier dernier, Mme Foudrsev, ministre soviétique de la Culture a inauguré, à Washington, une exposition — que le peuple soviétique n'a jamais vue ! — en compagnie de Rogers (affecté à d'autres tâches d'ordinaire). Et Eoutouchenko, poète patenté, a dit ses vers à Nixon... Sans doute ceux qu'il a consacré « aux hordes barbares venues d'Asie » !

Nixon a raison : le temps est au beau dans ses relations avec les dirigeants de Moscou.

Négociations Salt : désarmement en parole, armement en actes

Le désarmement réel, total, général, est une aspiration légitime des peuples du monde entier. L'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique ne cessent de spéculer sur cette légitime revendication des peuples.

C'est ainsi que, depuis trois ans déjà, sous le prétexte d'une prétendue « limitation des armes stratégiques nucléaires », les deux « super-puissances » américaine et soviétique ont utilisé les négociations « Salt » comme un canal permanent de contacts orientés vers de tout autres buts.

Sous le slogan du désarmement, elles tentent de tromper les peuples en faisant croire qu'elles recherchent la paix en un temps où elles accroissent d'année en année leur

budget de guerre et intensifient la course aux armements.

En fait, ces deux « super-puissances » sont d'accord pour chercher à maintenir le statu-quo en Europe en vue de garder les mains libres pour poursuivre leur politique contre-révolutionnaire dans d'autres régions du monde, tout en préservant jalousement leur monopole sur les armes nucléaires. L'armement continu est lié à la nature agressive même de l'impérialisme qui n'existe que pour menacer les peuples et les pays souverains, écraser les révolutions et les mouvements de libération. Tant qu'il existera des Etats impérialistes et sociaux-impérialistes, il n'y aura jamais de désarmement dans le monde.

La farce des négociations Salt en est une nouvelle preuve éclatante.

est clair : il faut encercler la Chine socialiste, détruire le solide bastion au service de tous les peuples.

Une fois de plus, les révisionnistes de Moscou mettent les bouchées doubles. Un million de leurs hommes contrôlent la frontière septentrionale ; la victoire momentanée de l'Inde donne accès à la frontière méridionale. Ils complètent avec les ennemis avérés du peuple chinois, les militaristes Japonais. Le cercle est fermé car les bases militaires U.S. menacent à l'Est et au Sud-Est !

Dans le même temps, les dirigeants de Moscou calomnient tant et plus la République Populaire de Chine pour préparer les peuples à l'agression — la leur ou celle des Yankees ? — Qu'importe ! IL FAUT PREPARER LA GUERRE EN ASIE.

Le peuple chinois tout entier connaît ces menaces ; il les envisage SANS PEUR, AVEC VIGILANCE. Les sociaux-impérialistes pourraient bien se casser les dents sur la muraille indestructible des 750 millions de Chinois dirigés par leur Parti Communiste. Nous en sommes sûrs ; cela ne doit pas nous entraîner dans un optimisme stupide... Chaque jour nous devons expliquer sans relâche : Qui fait et qui prépare la guerre en Asie.

UN PRÉCÉDENT : L'AGRESSION SOVIÉTIQUE SUR L'OUSSOURI — LE 2 MARS 1969 —



Les pêcheurs chinois soulevés d'indignation devant les provocations soviétiques, affrontent courageusement les agresseurs.

Le 2 mars 1969, les gardes-frontières soviétiques, armés de pied en cap, avec des véhicules blindés et des voitures, ont envahi l'île chinoise de Tchen pao sur l'Oussouri. Ils ont attaqué les combattants de la défense frontière chinoise en patrouille ; ils ont tué et blessé de

nombreux combattants de la défense frontière chinoise !

Aujourd'hui, il y a un million d'hommes massés à la frontière septentrionale de la République Populaire de Chine, sur l'ordre des dirigeants de Moscou. Les 750 millions de Chinois sont prêts à RIPOSTER DU TAC AU TAC !

SE CONCILIER LES MILITARISTES JAPONAIS

Le 23 janvier dernier, Gromyko, ministre des Affaires étrangères de l'Union Soviétique, s'est rendu au Japon. La déclaration commune soviéto-japonaise souligne que :

« C'est une nouvelle contribution à la cause du renforcement de la paix en Asie, dans le monde entier. »

Les actes de Gromyko au Japon permettent-ils de le penser ? Gromyko y a rencontré Tanaka, ministre du Commerce et de l'Industrie. Bilan : renforcement de l'exploitation de l'Union Soviétique orientale par le capital japonais, vente de matériel stratégique qui accroît le potentiel du Japon militariste. Non, Gromyko, la paix n'y trouve pas son compte !

Puis, Gromyko et Sato ont échangé leurs vues sur « les problèmes internationaux d'intérêt commun ». Gageons que la République Populaire de Chine a été au centre des conversations des deux compères. Gromyko a suivi de peu les conversations Nixon-Sato à Saint-Clément. Quelle coïncidence ! Nixon donne pleins pouvoirs à Sato dans le cadre de sa doctrine : « Faire combattre les Asiatiques par les Asiatiques. » Là-dessus, Gromyko arrive ; et, dans une atmosphère « amicale », il renchérit...

Ainsi s'élabore peu à peu la collaboration contre-révolutionnaire à trois partenaires — U.S.A., U.R.S.S. et Japon — dirigée CONTRE LES PEUPLES D'ASIE.

QUE SIGNIFIE "SOCIAL-IMPÉRIALISTE" ?

Face aux peuples du monde les dirigeants de Moscou se conduisent en véritables IMPÉRIALISTES. Un exemple : le COMECON. Les dirigeants de Moscou ont organisé un « marché commun de l'Europe orientale : le COMECON. Ce marché fonctionne en vue du bénéfice exclusif de l'Union Soviétique :

— La Bulgarie exporte la moitié de ses produits frais, 1/3 de ses fruits, 2/3 de ses conserves, son tabac en Union Soviétique... On y limite arbitrairement l'industrie.

— La Hongrie a dû freiner son industrie d'aluminium... en U.R.S.S.

La clique de Moscou appelle cela « division internationale du travail socialiste » ! Mais n'est-ce pas là une pratique néo-coloniale pure et simple ? Ce n'est pas tout : les échanges bénéficient aux révisionnistes de Moscou :

« Abusant du monopole qu'il détient pour la fourniture de matières premières et l'achat de produits vis-à-vis des autres pays membres du « COMECON », le révisionnisme soviétique vend au prix fort et achète à vil prix. La presse révisionniste soviétique a admis que le prix de la tonne de pétrole, de minerai de fer, de fonte et d'antracite exportés par les révisionnistes soviétiques est de 90 à 200 % plus élevé pour l'Europe orientale que pour l'Europe occidentale. Selon leurs prévisions, entre 1966 et 1970, ils extorqueront un bénéfice de 3,5 milliards de roubles par leurs exportations des quatre matières susmentionnées. Ils vendent du pétrole à l'Italie à 1,31 dollar le fût, au Japon à 1,26 mais à 2,61 aux pays d'Europe orientale. D'autre part, ces derniers sont forcés de vendre beaucoup de leurs produits industriels aux révisionnistes soviétiques à des prix beaucoup plus bas que ceux pratiqués sur le marché mondial. Des tours et des fraiseuses fabriqués en République Démocratique Allemande leur sont vendus avec une réduction allant de 25 à plus de 30 %. Les révisionnistes soviétiques exploitent la Mongolie sur le plan commercial d'une façon extrêmement perverse. Une bicyclette soviétique s'échange contre quatre chevaux mongols, et un petit monton de peluche, contre un mouton vivant ! Voilà « l'égalité et l'avantage mutuel » entre les révisionnistes soviétiques et la Mongolie ! On estime à 460 millions de roubles les bénéfices qu'ils ont pompés à l'élevage mongol au cours de ces dix et quelques dernières années. »

Pékin Information, 17 février 1969.

Et si les pays dominés rechignent : les impérialistes de Moscou envoient leurs chars. Un différend entre ces impérialistes nouveaux et ceux de la vieille mouture : le LANGAGE ! L'exploitation des autres peuples s'appelle « forme suprême de la division internationale du travail socialiste » ; les prêts aux pays d'Afrique et d'Asie, moyen de les asservir sont consentis au nom de « L'AIDE DU PREMIER ETAT SOCIALISTE » ; la répression s'appelle « défense du socialisme » !

Voilà ce qui fait de la politique des gansters de Moscou un impérialisme de type nouveau, IMPÉRIALISME EN ACTES, SOCIALISME EN PAROLES : LE SOCIAL-IMPÉRIALISME.

Préparer les peuples à l'agression

Les peuples d'Union Soviétique et d'Europe orientale ont noué, par le passé, de solides liens d'amitié avec le peuple chinois. Pour mener une agression contre la République Populaire de Chine, les dirigeants de Moscou tentent de les tromper grossièrement :

La « Pravda » de Moscou parle de « la politique chauviniste de grande puissance, hostile à la paix et au socialisme » de la Chine. Mêmes refrains dans le « Neues Deutschland » de Berlin, le « Trybona Ludu » de Varsovie... Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose...

La presse ne suffit pas ; cinéma et télévision prennent le relais à grande échelle... Le 31 janvier dernier, la télévision soviétique a diffusé « Les années difficiles en Chine ». Images authentiques, mais découpage, commentaire et musique calomnieurs ! Pas cadencés des SS pour accompagner les défilés de jeunes

Chinois, écoles de rééducation des cadres assimilées à des camps de travail forcé ! La ficelle est grosse... L'« Humanité-Rouge » n° 134 a analysé le film soviétique récent de préparation idéologique à la guerre : « La Terre russe ». Film nationaliste, grand-russe et anti-chinois. Monnayé il y a deux ans... PAR L'ARMÉE SOVIÉTIQUE ! Tout s'explique : L'agresseur qui tue le fils de l'héroïne du film au cours d'un « incident de frontière » ne saurait être qu'un « Jaune aux yeux bridés » !

Les dessinateurs de « Pif le chien », illustré révisionniste français, ne répugnent pas à employer de tels procédés ; au milieu des cadavres des « méchants Pakistais » ne devine-t-on pas ceux « d'étrangers de pays inconnu » ? Ils ont les yeux bridés... bien sûr... !

Là encore, le ridicule rivalise avec l'odieux... Gageons que les peuples ne seront pas dupés longtemps par des mensonges si grossiers !

GENDARMES EN EUROPE

20 août 1968 : les chars soviétiques sont à Prague. Pourquoi ?

« Pour sauvegarder la base de la paix en Europe », déclarent les dirigeants de Moscou. En 1938, Hitler a envahi les Sudètes tchécoslovaques. De nos jours, l'impérialisme américain agresse l'Indochine. N'est-ce pas toujours au nom de la défense de la paix ? La clique de Moscou se conduit EN IMPÉRIALISME. Tout bonnement. N'a-t-elle pas des intérêts économiques et politiques à défendre en Tchécoslo-

vaquie ? Les révisionnistes tchécoslovaques d'alors, Dubcek et consorts se tournent vers les Américains et les Allemands de l'Ouest. Attention, chasse gardée ! Les chars soviétiques pénètrent à Prague, avec l'accord tacite de Johnson prévenu à temps !

« Pour défendre le socialisme. » Suprême hypocrisie ! Il y a beau temps que les cliques révisionnistes de Moscou et de Prague ont liquidé le socialisme dans leur pays !...



Les chars soviétiques entrent à Prague comme de véritables occupants.

GARDER LES MAINS LIBRES

Depuis des mois, les dirigeants de Moscou réclament à cor et à cris une « conférence sur la sécurité européenne ». Ils prétendent établir la paix en Europe. La paix est un désir unanime des peuples européens.

Mais Brejnev a-t-il œuvré dans ce sens jusqu'ici ? Pas du tout. Les récents traités Bonn - Moscou et Bonn-Varsovie donnent au revanchisme ouest-allemand droit de parole et d'action ; l'indépendance et la souveraineté du peuple de la République Démocratique Allemande ont été bafouées au nom de la « sécurité » européenne à la mode Brejnev.

Comment parler de « paix » alors qu'on tente, par une conférence, de légaliser la division de l'Europe en deux sphères dominées par les deux super-puissances ? Etats-Unis et U.R.S.S. ont chacun leur chasse gardée : l'O.T.A.N. pour les premiers, le Pacte de Varsovie pour l'autre. La « conférence sur la sécurité européenne » ne vise pas à inter-

dire la chasse. On va s'entendre à l'amiable — momentanément — pour ne pas empiéter sur le territoire de l'autre. Qu'importe ce qu'en pense le gibier ! Qu'importe ce qu'en pensent les peuples !

Pourquoi maintenir en toute amitié ce statu quo en Europe ? La chose est simple : il faut garder les mains libres pour régler leurs comptes aux peuples dans d'autres régions du monde. Pour les Yankees, détente en Europe signifie... recrudescence de l'agression contre les peuples d'Indochine ; pour les dirigeants de Moscou, c'est la possibilité de manœuvrer sans soucis contre les peuples d'Asie.

Les peuples européens n'ont rien à gagner d'une telle « sécurité » ! Le peuple tchécoslovaque, réduit momentanément au silence par les chars soviétiques, en a fait la dure expérience ; le peuple de la R.D.A. l'a ressentie comme une gifle... C'est une menace chaque jour plus précise pour les peuples d'Asie.

10 000 CHOMEURS DANS LE PUY-DE-DOME !

Dans les mines, il y avait 5 000 emplois en 1959. Il en reste 2 000 aujourd'hui. En 1975, les mines de Messeix, Brassac et St-Eloy seront fermées ; plus d'emploi.

Les lignes S.N.C.F. Clermont-Boen et Vichy-Darsac seront fermées.

Les faillites et les fermetures d'usines se succèdent en cascade : CHOCOLATERIE DE ROYAT : 130 chômeurs ;

AMIS, Thiers : 130 chômeurs ;
BARREAU, Ambert : 30 chômeurs ;
GHIBELLINI : 180 chômeurs ;
ROBINET : 180 chômeurs, etc.

Les patrons bénéficient de la pression exercée par un nombre important de chômeurs. Ils multiplient les licenciements massifs ou individuels :

SCHROTT, Ambert : 13 licenciés ;
PAREIRA : 19, ramenés à 9 ;
CIVADE et GUYOT (bâtiment et travaux publics) : il y a un an 180 ouvriers, aujourd'hui 40 et on licencie encore la moitié.

Sans compter les usines qui menacent de fermer d'un jour à l'autre :

OLLIER : 700 ;
FAURE, Pontaumur : 60 emplois ;
MISSON, Dorat : 80 emplois ;
FAURE, Miremont : 35 emplois ;
S.G.B.A., Billom : 200 ouvriers (et aussi S.I.G.B.A., Ravel).

Sans compter aussi le chômage partiel imposé dans certaines usines (horaires en dessous de 40 h), notamment à : SCHROTT, DUCELLIER, CEGEDUR, biscottes MIZOULE, etc.

Et encore, ce ne sont là que les cas que nous connaissons.

Les statistiques bourgeoises de « demandes d'emploi non satisfaites » pour le département indi-

quent elles-mêmes une montée inquiétante :

Octobre 1969 : 1 719 demandes ;
Octobre 1970 : 2 515 demandes ;
Octobre 1971 : 4 729 demandes.

Les « demandes d'emploi non satisfaites » sont bien au-dessous du nombre réel de chômeurs, car tous les jeunes, les femmes, les chômeurs partiels ou temporaires n'y sont pas comptés.

C'EST DONC EN FAIT 10 000 CHOMEURS QU'IL Y A ACTUELLEMENT DANS LE PUY-DE-DOME.

Compte tenu des menaces de fermeture et des faillites prévisibles des petites boîtes qui succombent sous la concurrence, il y aura au moins 15 à 20 000 CHOMEURS DANS LE DEPARTEMENT A LA FIN 1972.

Les petites boîtes (20 ouvriers) peuvent encore survivre quelques temps en faisant de « la bricole » (pour le bâtiment, des maisons individuelles, réparations, etc.). Mais les boîtes de moyenne importance (100 à 200 ouvriers) succombent toutes face à la concurrence. Seuls quelques gros vont rester qui monopoliseront tout. Le pouvoir, qui est le pouvoir des grands monopoles, fait tout son possible pour favoriser cette concentration capitaliste. Il se moque bien des ouvriers jetés au chômage et à la misère.

Et encore tout cela, ce n'est que des chiffres. Il faut voir dans quelles conditions scandaleuses s'effectue une faillite. D'abord le patron commence par ne plus payer la caisse de congés payés et les cotisations à la Sécurité Sociale. Bien entendu, il ne prévient pas les ouvriers. Le sort des ouvriers, c'est le dernier de ses soucis.

Par exemple Ghibellini a fermé le 14 décembre. Les ouvriers n'ont

pas eu de salaire pour la période du 1^{er} au 14, certains même pour le mois de novembre. On peut être sûr que Ghibellini, comme tous les patrons en faillite, en a encore assez pour se payer des vacances dorées. Quant à la caisse de congés payés, il s'en fout.

QU'EST-CE QUE TOUT CELA, SINON DE L'ESCROQUERIE ET DE L'ABUS DE CONFIANCE ?

De toute façon, c'est la pratique courante. Dans notre société, ce n'est pas un crime d'affamer les ouvriers, de leur escroquer même leur maigre salaire.

Mais par contre, si les ouvriers, excédés d'injustice, excédés de travail et de misère, se révoltent et occupent leur lieu de travail, alors là, c'est un crime. Les C.R.S./S.S. arriveront avec leurs matraques et leurs fusils pour protéger la sacrosainte propriété privée des parasites affameurs.

Il n'y a pas de Justice dans cette société. Tout y est fait pour les riches, les parasites et les fainéants qui vivent de la sueur et du sang des ouvriers.

« ON A RAISON DE SE REVOLTER », Mao Tsé toung. Oui camarades, on a raison de se révolter contre la surexploitation, la misère, le chômage. Il faut **S'UNIR ET S'ORGANISER POUR LA LUTTE**, comme en 1963 pour la grande grève du bâtiment à Clermont, comme en 1968. **TOUS ENSEMBLE EN MEME TEMPS !**

Pour préparer ce combat ; pour DU TRAVAIL, DU PAIN ET DES LOGEMENTS POUR TOUS, REJOIGNEZ LES COMMUNISTES (marxistes-léninistes) !

Extrait de « Clermont Rouge » bulletin communiste marxiste léniniste.

BORDEAUX :

A NOEL, IL Y AVAIT DU BEAU MONDE AU FOYER DES JEUNES TRAVAILLEURS

Le premier valet des monopoles (dit encore premier ministre), ce pauvre homme qui est dans une telle purée qu'il ne paie plus d'impôts depuis des années (nous, les smigards qui arrivons à en payer, on imagine quelle misère ça doit être chez lui, vu ce que c'est chez nous), ce loqueteux donc avait envoyé sa pauvre femme accueillir les vieux de la cité.

Voyez comme il est bon ! Pauvre comme il est, il arrive encore à faire la charité à des vieux qui, après avoir gagné presque le S.M.I.G. toute leur vie, ont en plus des retraites mirifiques de 27 000 francs par mois alors qu'ils ne font plus rien. On dit même qu'avant ça, pour les élections, il avait déjà pensé à eux ! C'est un saint cet homme-là !

En fait, le conte de Noël s'arrête là. Ce capitaliste au service des monopoles, riche à millions pour les services rendus, pratique la plus ignoble démagogie pour diviser les travailleurs, qu'ils soient jeunes ou vieux, actifs ou retraités. On a déjà foutu dehors les dames patronnesses et leur charité, le temps viendra où les valets des monopoles aussi passeront par la fenêtre.

Chaban bouffe du caviar quand les vieux sont obligés de manger le rata des chiens-chiens des mères bourgeoises !

Camarades travailleurs, jeunes et vieux, n'oubliez jamais que la retraite d'un chien policier est supérieure à celle d'un vieux travailleur.

LA SEYNE-SUR-MER :

Une maladie de bonzes syndicaux : la collaboration de classe

En 1971, les dirigeants de la métallurgie seynoise ont fait des efforts inimaginables pour accrocher le patronat à une collaboration constante et active sans aucun résultat. Ils ont déclenché deux mouvements de masse qui se soldèrent par un échec déshonorant. Tout le monde se souvient certainement quand ils voulurent accrocher le premier ministre à Hyères à l'occasion de la conférence de l'U.D.R. et que les forces policières les obligèrent à faire demi-tour à la sortie de Toulon. On se rappelle qu'ils allèrent pleurer à la sous-préfecture pour demander l'appui du sous-préfet pour rencontrer le directeur du C.N.I.M. sans succès. Ils se retournèrent alors vers la Fédération du patronat varois à Toulon avec le même résultat. Enfin, à force de subir des échecs et d'être pris en ridicule, ils déposèrent les armes dans l'attente de recommencer, car les rebuffades patronales ne les dégoûtèrent pas. Ils ont recommencé cette année les mêmes pratiques, toujours vers les mêmes interlocuteurs patronaux, avec le même insuccès que l'année dernière. Alors, ils s'adressèrent au préfet du Var pour lui demander d'intervenir auprès de la direction du Chantier pour entamer le colloque et la collaboration, avec toujours le même insuccès. Alors, ils s'adressèrent à la direction du Chantier par une lettre pour lui demander de bien vouloir maintenir l'engagement pris l'année dernière de réduire à partir du 1^{er} mars prochain d'une demi-heure le travail journalier. Le directeur a répondu non et les dirigeants cégétistes s'indignèrent de cette réponse car ils se demandèrent quel

but poursuivait la direction. Ce fait signifie bien quelle attitude veut prendre la direction à l'encontre du personnel. Non seulement elle veut bloquer toutes discussions, mais encore elle renie ses propres dires. Cette attitude est intolérable. Alors ces « révolutionnaires d'opérette » à la Dimo menacent de passer à l'action. Or, le directeur du Chantier avait répondu par avance catégoriquement car il ne craint rien, car il connaît très bien les personnes qu'il a en face et il sait que ce sont des moutons bêlants. Dimo est conseiller municipal révisionniste et la municipalité veut éviter à tout pris un mouvement de masse, voilà pourquoi la direction qui naturellement est bien renseignée, reste dans une attente tranquille et refuse d'accepter les propositions présentées par un interlocuteur qui n'est plus valable. D'ailleurs, au nom de qui parle Dimo ? Au nom de la masse des travailleurs qui n'est jamais consultée. Avant de préparer un mouvement revendicatif, il faut une préparation intensive de la masse des travailleurs, car il faut que chacun sache pourquoi il va se battre et quel sera l'objectif à atteindre. Dimo et ses compères avaient l'habitude de prendre les décisions en petit comité sans aucun concours de la masse et, depuis deux ans, il fait l'expérience que ses actions sont de moins en moins payantes. Or, même la collaboration des classes n'est plus rentable car le patronat veut donner ce qu'il veut et quand il veut. Or, devant le fait que le patronat veut dominer à sa guise tandis que la masse n'a aucune préparation sérieuse pour entamer l'action et résister résolument jusqu'à la vic-

toire, Dimo et le petit détachement qui le suit se trouvent en porte à faux et s'ils font quelque chose, ils risquent de se trouver isolés, sans appuis. Voilà la position de Dimo et ses sujets qui ont fourni à la direction les armes pour se faire battre.

Dans le courant de la semaine, Dimo et ses congénères ont fait afficher un manifeste en ville, dans lequel ils accusent le patron du Chantier d'avoir manqué à la parole donnée pour provoquer délibérément un conflit, ce que les dirigeants cégétistes ne veulent absolument pas, car en révolutionnaires d'opérette ils insistent pour reprendre la discussion en étroite collaboration comme par le passé, car ils ne sont partisans d'aucun conflit et moins encore d'une grève. A la dernière heure, ils ont fait une convo-

cation massive de certains partis politiques de droite, jusqu'à faire venir le curé de la paroisse, pour qu'ils se chargent d'attendrir le patronat pour qu'il renonce à son intransigeance. Cependant, ils ont renoncé à convoquer la masse, la première intéressée dans la question, pour qu'elle n'intervienne pas et ne provoque une décision qui ne soit pas dans le programme choisi par le sommet. Comme vous voyez, les dirigeants cégétistes n'en veulent pas de lutte de classe comme moyen théorique et pratique de résoudre les problèmes entre le capital et le travail. Donc, collaboration de classes jusqu'au bout avec le patronat et par tous les moyens. Comme vous pouvez bien vous figurer, ces dirigeants cégétistes sont tous membres du P.C.F.

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h
16 h
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h
21 h
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9



PIERRE SEMARD, UN INFATIGABLE MILITANT

Le 7 mars 1942, voilà trente ans, Pierre Sémard était fusillé par les nazis.

Membre du bureau politique du Parti communiste français, conseiller général de la Seine, secrétaire général de la Fédération nationale des cheminots, il fut arrêté pendant la « drôle de guerre ». C'est sur décret d'Albert Sérol, socialiste S.F.I.O., ministre de la Justice, que la peine de mort est décidée contre les Français suspects de propagande communiste. Cela se passait en mars 1940, au lendemain d'arrestations opérées par milliers.

Pierre Sémard fut arrêté en 1939 avec d'autres militants communistes et envoyé dans des camps de concentration, puis remis aux nazis après la capitulation et fusillé le 7 mars 1942.

En commémoration du 30^e anniversaire de la mort du militant infatigable que fut Pierre Sémard, l'« Humanité-Rouge » présente dans ses colonnes la

dernière lettre écrite par Pierre Sémard quelques instants avant d'être fusillé par les nazis.

Nous publions également un extrait de la préface de Gaston Monmousseau d'une brochure intitulée « Du rôle et des tâches des syndicats » sur la rencontre de Sémard et Monmousseau avec le grand Lénine en 1923.

Cet extrait, en restant dans le contexte historique du moment, nous apporte quelques enseignements sur l'édification du Parti prolétarien.

Mais aujourd'hui la situation politique est tout autre, la direction du P. « C. » F. est détenue par une clique révisionniste ayant une ligne opportuniste, pratiquant l'électoratisme, se réfugiant dans la légalité bourgeoise comme nous l'expliquons dans nos colonnes.

Aujourd'hui, c'est aux prolétaires de rallier l'avant-garde marxiste-léniniste, pour édifier leur Parti révolutionnaire.



Ce fut une vague de confiance extraordinaire dans les rangs de la C.G.T.U. Nous donnâmes notre adhésion collective au Parti communiste, le problème du rôle dirigeant était théoriquement résolu et c'est ainsi que j'enregistrai ma deuxième défaite idéologique.

Grâce à l'adhésion de nombreux militants syndicaux au Parti communiste, et derrière eux de nombreux adhérents de la C.G.T.U., les politiciens avec Frossard à leur tête furent chassés, et quelque temps plus tard, en 1925, Pierre Sémard abandonnait ses fonctions de secrétaire général de la Fédération des cheminots pour prendre la direction du Parti.

Le Parti devenait réellement un parti prolétarien, le parti de la classe ouvrière.

LA DERNIÈRE LETTRE DE PIERRE SÉMARD

7 mars 1942.

« Chers amis,

Une occasion inespérée me permet de vous transmettre mon dernier mot, puisque dans quelques instants je serai fusillé. J'attends la mort avec calme ; je démontrerai à mes bourreaux que les communistes savent mourir en patriotes et en révolutionnaires.

Ma dernière pensée est avec vous, camarades de lutte, avec tous les membres de notre Parti, avec tous les Français patriotes, avec les héroïques combattants de l'Armée Rouge et son chef le grand Staline.

Je meurs avec la certitude de la libération de la France. Dites à mes amis les cheminots qu'ils ne fassent rien qui puisse aider les nazis.

Les cheminots me comprendront, ils m'entendront, ils agiront ! J'en suis convaincu.

Adieu, chers amis, l'heure de mourir est proche. Mais je sais que les nazis qui vont me fusiller sont déjà des vaincus et que la France saura poursuivre le bon combat.

Vivent l'Union soviétique et ses alliés !

Vive la France ! »

AU SERVICE DU PROLETARIAT

C'est alors qu'un jour de janvier 1923, nous fûmes invités, Sémard et moi, à nous rendre auprès du grand Lénine.

Et je ne puis mieux faire que de rappeler les termes de cette entrevue aussi fidèlement que possible.

Dès les paroles de bienvenue échangées, Lénine entra dans le vif du sujet de la manière suivante :

— Dites-moi, Sémard, vous êtes membre du Parti communiste ? et vous Monmousseau, vous ne l'êtes pas ? Comment se fait-il que vous soyez d'accord ?

Alors nous expliquâmes à Lénine que nous étions d'accord pour lutter sur le terrain de classe contre les réformistes et que, d'autre part, ni l'un ni l'autre n'avions confiance dans le Parti communiste à la tête duquel se trouvait Frossard et nombre de politiciens avérés.

Lénine alors poussa la question en me demandant pourquoi je n'adhérais pas au Parti.

— Parce que, lui dis-je, ce sont des politiciens comme Frossard qui le dirigent.

— Et si ces politiciens disparaissent,

saisent, poursuit Lénine, vous entrez au Parti communiste.

Je lui répondis par l'affirmative.

— Bien ! conclut notre interlocuteur, mais comment peut-on les chasser ? Nous d'ici nous ne le pouvons pas, ce n'est pas notre rôle, cela ne peut se faire qu'en France et non pas de l'extérieur, mais de l'intérieur du Parti communiste. Que faut-il faire pour que vous, Monmousseau, ainsi que vos camarades des syndicats, entriez au Parti communiste ?

Alors, Sémard et moi affirmâmes à Lénine que l'article 11 des statuts de l'Internationale communiste faisant obligation aux partis nationaux d'établir une liaison organique avec les syndicats, heurtait le sentiment des travailleurs et qu'il comportait des dangers pour l'unité syndicale.

— Et si nous supprimons cet article 11, répondit Lénine, vous êtes sûr, Monmousseau, que les travailleurs révolutionnaires entreraient au Parti communiste ?

Je lui en donnai l'assurance, l'article 11 fut supprimé définitivement. Ce fut en réalité ma première défaite, car à chaque question posée par Lénine depuis le début jusqu'à la fin, une véritable révolution s'opérait en moi : mon anarcho-syndicalisme cédait comme un rempart de carton devant la logique fraternelle, mais implacable de Lénine.

Puis, nous revînmes en France, Sémard et moi, avec entre les mains la « concession » de Lénine aux traditions du mouvement syndical français.

Que la révolte de base des cheminots s'étende (suite de la page 4)

compte rendu analytique publié par Massabieaux, dans « Le Courrier du cheminot », novembre 1970, où il est écrit, page 63 :

« PROGRAMME REVENDICATIF : (adopté à l'unanimité moins les représentants d'Avignon, de Conflans-Jarny et de la section des retraités d'Avignon qui se sont abstenus) ;

page 72 : « Les MODIFICATIONS AUX STATUTS FEDERAUX : Les modifications aux statuts fédéraux

ainsi que les dispositions provisoires pour l'organisation de la Fédération dans le cadre de la réforme administrative de la S.N.C.F. ont été adoptées à l'unanimité, moins les représentants des syndicats d'Avignon, de Nice et de la section des retraités d'Avignon ».

S'il y a des menteurs quelque part, ce sont ceux qui écrivent « UNANIMITE » alors que des syndicats ne votent pas les résolutions en question !

pourront prendre un indice à l'ancienneté tous les cinq ans minimum.

Inutile de dire que les arguments de Argalon et de Barat n'ont convaincu personne, pas même les plus fidèles, hormis bien entendu l'appareil des permanents. Le fossé est désormais creusé de façon trop profonde entre la base et la poignée de dirigeants révisionnistes et on ne

voit pas comment ils pourraient le combler. Ce n'est pas en multipliant l'agitation pour l'accord 1972 pour des augmentations au pourcentage ! ni avec la création du journal sur papier glacé intitulé « Le Cheminot périgourdin », février 1972, n° 1 (sic), sorti d'urgence pour répondre à la montée du courant marxiste-léniniste !

De grandes batailles se préparent

De grandes batailles se préparent à Périgueux contre la direction S.N.C.F. qui veut aggraver son plan de démantèlement sur la région de Limoges-Périgueux. Elle envisage de déclasser les ateliers matériel-traction en entretien pour les réparations courantes, jusqu'à sa liquidation totale par baisse continue des effectifs.

Les cheminots ont besoin de s'organiser pour se défendre contre le plan scélérateur de la S.N.C.F. au service des monopoles, pour leur droit au travail, pour leur droit de vivre. Ils sont prêts à se battre pour leur emploi et contre l'injustice de la nouvelle grille. Ils savent qu'ils auront à se battre sur deux fronts, contre le pouvoir et la direction d'une part et contre la poignée vendue des dirigeants syndicaux.

Pour cela ils doivent développer leur lutte, s'organiser dans l'unité à la base, contacter et faire connaître leur lutte et les idées marxistes-léninistes à tous les cheminots de tous les centres, car les cheminots de Périgueux, s'ils peuvent mener un combat héroïque, ne pourront vaincre seuls. Les éléments avancés doivent rejoindre l'avant-garde marxiste-léniniste organisée pour la renforcer.

Nous confirmons qu'une importante brochure contre la hiérarchie à la S.N.C.F. et la nouvelle grille des salaires est en préparation et sur le point d'être achevée. Elle sera une arme importante de combat contre la politique d'exploitation de la S.N.C.F. et contre ses complices, la poignée de hauts dirigeants des fédérations syndicales de cheminots.

Les dirigeants de la C. G. T. bénéficient de la hiérarchie !

Devant « l'incompréhension de la base », Argalon promis de « revenir autant de fois que ce serait nécessaire, que le malaise n'existait qu'à Périgueux, que ce n'était pas normal et qu'il tirerait cette affaire au clair, que le problème était particulier à Périgueux. Il dit que les camarades de la base n'avaient pas compris « les bienfaits de la nouvelle grille ». Evidemment, nos camarades auront mieux compris ce point de vue lorsqu'ils sauront que :

ARGALON a le grade de CDS ; MASSABIEUX de CBROP Matériel-Traction, membre du Conseil d'administration après la grève de juin 71 ; FAVREL, CBROP Matériel-Traction ;

HOURLIAUX, CBROP Matériel-Traction ;

JACQUET, contrôleur SES (K) ; MOREAU, OPFLK Matériel-Traction, membre du Conseil économique et social après la grève de mai-juin 68.

Tous sont de la maîtrise, bénéficiaires de la nouvelle grille et membres du bureau fédéral de la C.G.T. des cheminots. LA C.G.T. DES CHEMINOTS EST DORENAVANT DIRIGÉE PAR DES AGENTS DE MAÎTRISE DE LA S.N.C.F. !!!

Au cours des négociations avec la S.N.C.F., ces messieurs ont surtout travaillé pour eux, quoique permanents, payés par la S.N.C.F., le statut leur est applicable et ils

FACE AUX MENACES DE LA BOURGEOISIE : NOUVEL ESSOR DU MOUVEMENT ÉTUDIANT

Cherchant à se tirer de sa crise sur le dos des masses laborieuses, la bourgeoisie intensifie l'exploitation de la classe ouvrière. Mais elle n'épargne pas non plus les autres couches populaires et en particulier les étudiants. Vouant adapter toujours plus l'université aux besoins des monopoles, le ministre Guichard a déposé un projet instituant les Centres de formation professionnelle des Maîtres (C.F.P.M.). Ce projet constituant une grave menace pour la masse des étudiants a suscité, de la part des étudiants, une vaste riposte qui va en s'amplifiant.

Les universités de Limoges, Nanterre, Reims, Grenoble, Dijon, Toulouse, Rennes, Rouen, Montpellier, Nice, Censier-Sorbonne, Jussieu, Clignancourt sont en grève. Le mouvement s'étend malgré les manœuvres de division et de démobilisation de l'U.E.C. qui s'est fait huée en plusieurs endroits.

Le 24 février des manifestations regroupant des milliers d'étudiants se sont déroulées un peu partout en France.

À Paris les GRS avaient bloqué le Quartier-Latin et ont matraqué les étudiants regroupés à la Sorbonne.

Cela n'a fait que renforcer la détermination des étudiants à poursuivre la lutte.

Cette lutte témoigne que la classe ouvrière n'est pas seule dans le combat contre le capitalisme. Elle constitue un fait extrêmement positif et atteste que le mouvement étudiant ne pourra atteindre ses objectifs, remporter des victoires notables, faire reculer suffisamment la bourgeoisie, que s'il se place sous la direction de la classe ouvrière.

C'est là la condition pour que le mouvement étudiant prenne toute son ampleur, et mette en échec les plans de la bourgeoisie.

VIVE LA JUSTE LUTTE DES ÉTUDIANTS !

QU'EST-CE-QUE LES C. F. P. M. ?

Pour comprendre les raisons de la lutte en cours des étudiants, il faut d'abord savoir que pour la masse d'entre eux et essentiellement pour les étudiants en lettres la seule issue est l'enseignement.

Or le projet des C.F.P.M. institue un concours en deuxième année de faculté qui écarterait à peu près 80 % des étudiants. Seuls les 20 % restant auraient la possibilité de devenir professeurs titulaires. Les autres seraient auxiliaires à vie, c'est-à-dire n'ayant aucune sûreté d'emploi, pouvant rester des mois au chômage, servant de bouche-trous, et pouvant être suspendus sans problèmes s'ils refusent d'être de fidèles serviteurs de l'idéologie bourgeoise. La bourgeoisie pense avoir ainsi des enseignants dociles, marchant au pas.

Le concours devra, d'après Guichard, faire entrer en ligne de

compte des critères subjectifs. C'est-à-dire que le jury devra voir si le candidat a « l'étoffe » d'un professeur, ce qui signifie en clair s'il est bien imprégné de l'idéologie bourgeoise.

Enfin le projet de Guichard prévoit de repousser les I.P.E.S. (concours d'élève-professeur permettant de toucher un salaire tout en poursuivant ses études) de la première à la troisième année de faculté. La conséquence immédiate de cette mesure serait de réduire le nombre déjà très faible de fils d'ouvriers à l'université.

Voilà ce qu'est le projet du C.F.P.M. et ce n'en sont là que les aspects essentiels.

La lutte des étudiants contre les C.F.P.M. est une lutte juste qui mérite le soutien de la classe ouvrière.

Lettre d'une auxiliaire

« Les auxiliaires constituent le tiers des enseignants. Ils touchent un salaire fixe et n'ont aucune garantie de l'emploi. La qualification est souvent purement honorifique. Je suis titulaire d'une maîtrise ; mais je ne suis pas plus payée qu'avec une licence, car un diplôme n'est valable pour se faire classer dans une catégorie que lorsque l'on enseigne dans la discipline du diplôme. Et cela n'est pas souvent le cas puisque les maîtres-auxiliaires assurent le plus souvent des remplacements. Ils font le même travail que des agrégés pour un salaire inférieur de moitié.

Moi, je touche 1 370 F pour 30 h de travail, alors que le contrat prévoyait un salaire minimum de 1 470 F pour le même nombre d'heures. Cela s'explique parce que je ne

travaille pas dans la discipline pour laquelle j'ai été diplômée. J'ai une maîtrise d'anglais, et j'enseigne les mathématiques. C'était cela ou le chômage. Lorsque j'ai commencé à travailler, je pensais pouvoir être titularisée au bout de cinq ans.

Il existe un système de titularisation « à l'ancienneté », les A.E. Votre titularisation est fonction du nombre de points que vous avez obtenu en enseignant. Mais ces titres sont obtenus par des professeurs âgés enseignant dans des C.E.G. ou C.E.T. depuis longtemps.

D'autre part, au début, ceux qui font des demandes d'emploi avec une licence obtiennent le plus souvent des postes fixes à temps complet. Mais ceux qui enseignent depuis plusieurs années assurent de plus en plus des remplacements ou

sont rejetés au chômage brutalement. Cette année, je n'ai pas eu de poste ; c'était ma troisième année de maître-auxiliaire. Pour pouvoir continuer à travailler, j'ai dû accepter de faire des remplacements dans plusieurs établissements différents et éloignés les uns des autres.

Et voilà comment j'enseigne les mathématiques. On remplace des enseignants en congé de maladie ou de maternité. Quand ils reviennent, on perd l'emploi. Les maîtres-auxiliaires peuvent remplacer des instituteurs comme des agrégés. Enseigner au lycée, comme dans un centre technique (toutes les classes de la sixième à la terminale). Il n'y en a pas beaucoup qui obtiennent des postes cinq années de suite...

Le deuxième moyen pour se faire titulariser, c'est de passer le CAPES.

Mais là encore, il faut avoir la possibilité matérielle de suivre les cours. Un maître-auxiliaire enseigne de 18 heures à 32 heures par semaine. D'autre part, il faudrait maintenir et généraliser les bourses d'études. C'est un problème très aigu. Et puis le nombre de postes accordés au CAPES est dérisoire. Il n'y a que dix-sept cents postes pour toute la France. Mais le plus grave problème pour les maîtres-auxiliaires, c'est la création des CFPM. Si le CAPES devient un concours réservé seulement aux étudiants recrutés par les Centres de formation, c'est l'ensemble des maîtres-auxiliaires qui est condamné à faire des remplacements à vie.

(Une étudiante candidate au CAPES pour obtenir sa titularisation après trois ans d'auxiliaire.)

La santé du peuple, le dernier souci du capital

Lettre d'une mère de famille

« Chers camarades, A défaut de lutte ouvrière, étant mère au foyer, je voudrais que vous publiez ma lettre et mon tract, reçu par un membre de ma famille, dans l'« Humanité-Rouge ».

En plus des augmentations continues des prix et surtout des produits alimentaires, je voudrais que chaque lecteur se pose le problème de savoir s'il a l'impression de se nourrir convenablement. Ces messieurs les fabricants ne pensent qu'à leurs profits et la santé de la population les soucient nullement. Ils n'ont pas peur de conserver leurs produits plus longtemps (ainsi moins d'inventés) avec des produits chimi-

ques, conservateurs, colorants et certains produits fabriqués totalement chimiquement : sauces tomates, etc. (à doses extrêmes).

Sans oublier cette scandaleuse publicité qui veut inciter les gens à acheter telle ou telle marque, et qui n'est qu'un tissu de mensonges : achetez l'huile... meilleure pour vos rôties qui est lui aussi plein de produits chimiques, les bêtes mangeant des tourrages traités ; achetez les bons produits laitiers... qui se conservent trois semaines, pas par l'opération du Saint-Esprit, et dont nous payons l'emballage tape à l'œil et rien d'autre.

Une camarade. »

(Extraits du tract joint à la lettre ci-dessus.)

Lorsque vous achetez, au rayon d'alimentation, une huile de table, vous croyez acheter toujours la même marchandise. Fidèle à une marque, à son étiquette, vous êtes sûr de sa qualité : un bon litre d'huile d'arachide.

IL N'EN EST RIEN

La loi interdit de porter sur une étiquette « huile d'arachide » si cette huile ne contient pas uniquement de l'arachide. Or, vérifiez vous-même : la presque totalité des bouteilles ne porte plus depuis quelques mois cette appellation, remplacée en général par « Huile supérieure » ou autres, qui ne veut strictement rien dire.

Pourquoi ? Parce que « l'honnête » huile d'arachide que vous croyez acheter est en fait en train de devenir un mélange

dangereux : elle contient d'importantes quantités d'huile de colza (qui est en outre, depuis peu, la principale matière grasse dans certaines margarines et mayonnaises).

Qu'est-ce que l'huile de colza ? Extrait d'un végétal cultivé en France, sa production est mystérieusement passée de 10 000 tonnes en 1945... à 600 000 tonnes en 1970, ce uniquement pour la France. A l'origine c'est une huile industrielle, utilisée à la lubrification des machines-outils et des laminoirs, et dans les peintures : aujourd'hui on la fait passer discrètement dans votre assiette.

Or, cette huile est dangereuse pour la santé : le prudent guide « Gault Millau » de mai 1971 écrit page 37 : « Ce qui n'a pas empêché la production de progresser à grande pas. Bien qu'il soit probable que l'huile de colza expérimentée actuellement dans les laboratoires de recherches

et distribuées à haute dose chez certaines espèces animales puisse avoir des conséquences néfastes. » Bien plus, à la suite de ces travaux les chercheurs de l'Institut National de Santé et de Recherche Médicale (INSERM) désespèrent de se

faire entendre des organismes officiels ont publié un communiqué dans la presse, dénonçant la toxicité de l'huile de colza, notamment responsable de troubles cardiaques sérieux (infarctus) et de troubles de la croissance.

AU SUPERMARCHÉ NOVA...

Depuis quelques temps, je travaille dans un supermarché Nova de la région parisienne. Comme tous les grands magasins, Nova (sous-branche de La Ruche-Picarde) se vante de toujours proposer à ses clients des produits sains et frais ! Et pourtant, voilà comment cela se passe :

— En ce qui concerne les produits laitiers (œufs, lait, yaourts), tout ce qui possède une date, dès que la limite est dépassée et que cela n'est pas encore vendu, on se dépêche de découper ou de camoufler la date pour les remettre en vente aussitôt ! Que voulez-vous, il faut bien que les patrons fassent des profits !

— Pour la charcuterie, si un pâté est moisi, qu'importe, on le gratte un peu avec un couteau et cela se voit pas !

— Parfois même, des poulets un peu verts sont cuits et le tour est joué !

Pendant la période des fêtes, époque où l'on achète du chocolat, eh bien ! quand le patron retrouve des boîtes vieilles de trois ans d'apparence mangeables, il les met en sachet de cellophane et ça se vend, qu'importe la santé de celui qui l'achète, une fois vendu, il s'en fout !

Mais il faut vous expliquer comment fonctionnent les Etablisse-

ments de La Ruche-Picarde.

La Ruche-Picarde d'Amiens est divisée en diverses sortes de magasins : le plus grand, SuperNova, puis Nova, et enfin La Ruche : petit détaillant. Des hommes sont placés à la tête d'un magasin et c'est au montant des commandes que l'on voit si le magasin marche bien. Alors, ils essaient de faire de très grosses commandes pour être bien notés au siège et, qui sait, avoir un autre magasin plus gros, donc avoir plus d'argent. Alors on commande trop par rapport à la vente. Qu'importe si les dates sont périmées, si la marchandise est pourrie, on trouvera bien un moyen de la vendre ! Les filouteries, ça connaît les patrons !

Mais surtout, ne croyez pas que mon exemple ne soit qu'une exception. Pas du tout !

Ce qui fait la puissance de ces magasins, c'est qu'ils ont des prix assez bas et, s'ils arrivent à ces prix, c'est qu'ils commandent par grosses quantités et qu'ils peuvent avoir des remises. Mais parfois, ils n'arrivent pas à tout vendre, alors ils se débrouillent. Peu importe la santé du travailleur qui achète des produits de mauvaise qualité, le capitalisme n'est plus à un crime près !

Un employé
d'un supermarché Nova.

1935-1938 : La ligne assimilationniste du Front Populaire ⁽³⁾

**Le P. C. F.
et la lutte
du peuple algérien
pour son indépendance
nationale**

Une étude de Jacques JURQUET (17)

Le programme du « Rassemblement populaire », désignation effective du Front populaire, avait été signé, à Paris, par les différents partis, organisations et syndicats le 11 janvier 1936. Il se gardait d'aborder les questions coloniales, sur lesquelles l'unité s'avérait irréalisable. Aussi, dans son premier chapitre consacré à la « défense de la liberté », comportait-il un point intitulé « Les territoires coloniaux » avec ces quatre lignes :

« Constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur la situation politique, économique et morale dans les territoires français d'outre-mer, notamment dans l'Afrique du Nord et l'Indochine. »

La victoire du Front populaire aux élections législatives des 26 avril et 3 mai 1936 allait-elle créer les conditions de changements décisifs en faveur des peuples coloniaux? Beaucoup le pensèrent, en France comme dans les colonies. Mais précisons d'emblée que de telles illusions revêtirent un indiscutable contenu de classe. En Algérie, l'immense majorité des fellahs et des ouvriers ne se laissèrent pas duper, tandis que les éléments de la petite et moyenne bourgeoisie des villes, Algériens que nous avons désignés jusqu'ici sous l'étiquette de « nationaux-réformistes », jouèrent le jeu, avec au début un enthousiasme et une conviction dont seuls le temps et les événements finirent par avoir raison.

Les élections, la fameuse commission parlementaire d'enquête et le projet de loi Blum-Viollette furent les éléments essentiels de la grande duperie du Front populaire en Algérie.

L'ELECTORALISME, PIEGE COLONIALISTE

Les élections virent des socialistes élus au deuxième tour grâce aux désistements de tous les candidats « de gauche », en particulier les communistes Chainton (dit « Barthel ») et Mignot, à Alger.

Dans la quatrième circonscription, la région algérienne du Parti communiste français, qui allait se transformer incessamment en « Parti communiste algérien », fit une innovation spectaculaire en présentant un candidat inéligible parce qu'Algérien, Ben Ali Boukhort, qui était alors déporté politique à Beni-Abbès depuis 1934 en vertu du Code de l'Indigénat.

Dans sa campagne électorale, le Parti communiste abandonna définitivement et explicitement son ancien programme de lutte pour l'indépendance nationale. La question nationale algérienne fut délibérément laissée de côté par les candidats communistes. Ce furent par contre les hommes de la réaction et du fascisme qui s'en emparèrent pour en faire un épouvantail bien factice contre le Front populaire. La Dépêche algérienne du 2 mai 1936 rappela les termes d'une circulaire intérieure du Parti communiste, signée du secrétaire régional Barthel, en date du 16 octobre 1935, dans laquelle il critiquait en substance « l'attitude du Parti en Algérie trop calquée sur celle du Parti en France, alors qu'elle aurait dû avoir pour objet une politique anti-

impérialiste et agraire seule susceptible de mobiliser la masse indigène contre la souveraineté française. »

Bien entendu, ces justes appréciations dataient d'une époque où le virage n'avait pas encore été définitivement pris et manifestaient la lutte de classes dans les rangs même des communistes.

Certes, l'abandon de la revendication fondamentale du peuple algérien, à savoir son « indépendance nationale », permit au Parti communiste de sensibles progrès « sur le plan électoral ». Il sextupla le nombre des suffrages recueillis par ses candidats, passant de 2 139 voix en 1932 à 15 267 voix en 1936 pour l'ensemble des dix circonscriptions.

Mais cet opportunisme n'eut pas autant d'effets en direction des Algériens. La Justice, « organe de revendication du peuple algérien » représentant les tendances réformistes des élus musulmans et du cheik El Okbi souligna que : « Les Indigènes restaient sceptiques, méfiants à l'égard de tous les partis, car pour eux si le Musulman ne votait pas, si ses délégués n'étaient pas reçus, si les mosquées étaient fermées, s'il y avait encore la circulaire Chautemps, le décret Régnier, la responsabilité en incombait à tous les gouvernements qui s'étaient succédés depuis 1919. »

LA GRANDE DUPERIE DU PROJET DE LOI BLUM-VIOLETTE

UN PROJET ASSIMILATIONNISTE

Le projet de loi Blum-Viollette constitua une grossière manœuvre assimilationniste du gouvernement de Front populaire. Mais en l'examinant aujourd'hui dans la clarté que permet le recul de l'histoire, on peut assurer qu'en l'occurrence, avec le soutien actif de Thorez et du Parti communiste français, Blum, son gouvernement et sa classe agissent « comme ces sots qui soulèvent une pierre pour se la laisser retomber sur leurs pieds ». Ils croyaient tromper le peuple algérien, mais celui-ci exerça et développa sa clairvoyance, tout au moins pour les élus et notables musulmans qui savaient parler et lire le français et qui s'étaient laissés prendre au piège.

Pour les Algériens des campagnes et des usines, qui ne savaient ni lire ni parler le français, cette clairvoyance avait été naturelle; contre eux, l'électoratisme et le parlementarisme n'avaient aucun effet et se heurtaient à leur légitime entêtement en faveur de l'indépendance nationale. Or, ils étaient la masse, la grande masse du peuple algérien.

Le projet de loi mis au point par l'ancien gouverneur général de l'Algérie, Viollette, devenu ministre du gouvernement présidé par Léon

Blum, visait à corriger une loi de février 1919 accordant la citoyenneté française, et donc le droit de vote, aux Algériens « acceptant de renier leur statut coranique ».

Sans leur imposer cette dernière et odieuse humiliation, il projetait d'accorder les droits des Français à quelques milliers d'Algériens « évolués ».

Les rédacteurs du projet avaient écrit : « Il paraît impossible d'appeler immédiatement l'ensemble des Indigènes à l'exercice des droits politiques, l'immense majorité d'entre eux étant loin de désirer encore faire usage de ces droits et ne se montrant d'ailleurs pas capable de le faire d'une manière normale et réfléchie... » mais il n'était plus possible de « continuer à traiter en sujets dépourvus des droits politiques essentiels les Indigènes français qui se sont pleinement assimilés la pensée française et qui, cependant, pour des raisons de famille ou des motifs religieux, ne peuvent abandonner leur statut personnel. »

On le comprend aisément, le projet Blum-Viollette n'intéressait que « l'élite indigène », celle qui collaborait déjà activement avec la France, mais qui désirait participer plus directement elle-même aux « affaires » publiques et autres de l'Algérie « française ». (A suivre.)

TUNISIE : L'UNITÉ POPULAIRE SE FORGE DANS LA LUTTE

Partout, dans les couloirs du métro, les affiches ensauvées vantent la « douceur de vivre » en Tunisie, l'« Oasis de l'Afrique ». Mais ça, c'est la Tunisie des riches touristes. Pour le fellah, l'ouvrier des phosphates ou le chômeur tunisien contraint à l'exil, la réalité est bien différente!

Les palais luxueux et les plages dorées existent bien, mais pour le profit exclusif du prétendu « combattant suprême », Bourguiba et de la poignée de grands bourgeois qui l'entourent. Leur régime pourri vend le pays au plus offrant, à l'impérialisme américain principalement, sans pour cela négliger les petits avec l'impérialisme français! Et il augmente toujours plus impitoyablement l'exploitation de la classe ouvrière et la misère du peuple tout entier.

Mais, comme partout dans le monde, la révolte contre l'oppression gronde en Tunisie. Les « experts » américains, qui fourmillent à Tunis, le reconnaissent eux-mêmes avec dépit : le régime de Bourguiba est « en crise ».

Depuis plusieurs mois des événements de grande importance se succèdent :

Contre l'exploitation éhontée et la misère affreuse, la classe ouvrière intensifie sa lutte, toujours plus unie, toujours plus forte : grève dans la cimenterie de Djebel Djelloud, grève des vendeurs de journaux, grève à la société des transports de Sfax, grève dans les mines de phosphate, au Sud du pays.

Depuis la fin du mois de janvier, l'université connaît aussi un large mouvement de grève qui a gagné les classes terminales des lycées.

Le Bureau exécutif de l'Union Générale des Etudiants Tunisiens (U.G.E.T.), parachuté par le pouvoir en août 1971 est rejeté par la masse des étudiants. Aidé complaisamment par les membres du parti dit « communiste » tunisien, il désavoue la grève et s'acharne à la combattre. Les étudiants, réunis dans la faculté de Droit, se sont donnés un nouveau Bureau exécutif, vraiment représentatif de leurs revendications et de leurs luttes.

Débordé par l'ampleur de ce mouvement de masse qui trouve un ferme appui dans le peuple, le gouvernement s'affole et cherche à rétablir son ordre. La Brigade d'Ordre Public — don des Américains — investit les facultés : tabassages, arrestations massives, intimidations, fermeture de deux facultés (6 000 étudiants) jusqu'au 30 septembre 1972. On parle de plusieurs lycéens morts ou « disparus » à la suite des violentes et massives manifestations du Kef, de Gabès et de Sfax et une centaine d'étudiants, arrêtés début février, sont toujours sous les verrous.

Bourguiba annonce la mise en chantier d'une loi scélérate style « anti-casseurs » pour faire pression sur les parents pendant que, sous la direction d'officiers français gracieusement fournis par le gouvernement de Paris pour « aider à lutter contre les inondations », l'armée manœuvre constamment, notamment à la frontière algéro-tunisienne. A Gabès, elle est intervenue contre les manifestants lycéens. Indignée, la population est descendue dans la rue et a contraint le gouvernement à retirer ses

troupes.

Pendant que le pouvoir, inquiet, lâchait ses mercenaires qui matraquaient tout attroupement de plus de deux personnes — y compris les files d'attente des autobus! — les étudiants de Tunis se rendaient en manifestation dans le quartier populaire de Djebel-Lahmar pour y expliquer leur lutte et soutenir celles du peuple. Ils y ont trouvé refuge et protection et les manifestations se sont poursuivies pour exiger le respect des libertés démocratiques et la libération de tous les prisonniers politiques. L'unité de tout le peuple se forge ainsi dans la lutte.

A Paris, les étudiants tunisiens se sont aussi mobilisés pour chasser leur faux représentants à la solde du gouvernement destourien, démasquant ainsi les prétendus « communistes » tunisiens qui se révèlent de précieux alliés du régime bourguibiste.

Pompidou n'ayant rien à refuser à Bourguiba en échange de ses bons services, dans la nuit du 22 au 23 février les flics ont investi la cité universitaire pour interrompre un meeting de soutien aux étudiants de Tunis. Après avoir sorti les matraques, ils ont embarqué 105 personnes.

Face à la répression menée la main dans la main par Paris et Tunis, les résidents ont riposté en occupant la maison de la Tunisie et en destituant le comité de résidents fantoche remplacé par un comité progressiste.

Exigeons le respect des libertés démocratiques en Tunisie!

Ouvriers, étudiants tunisiens, notre lutte est commune!

Un correspondant H.R. tunisien.

A propos du voyage de Nixon...

Les articles que nous publions sur la visite de Nixon-la-défaite en République Populaire de Chine ont été rédigés avant que nous n'ayons connaissance du communiqué final sino-américain sur les entretiens et décisions arrêtées.

Les événements en France (assassinat d'un jeune militant de « La

Cause du peuple » devant l'usine Renault) nous ont amenés à reporter à la semaine prochaine notre propre commentaire du communiqué en question, que nous publierons également en raison de son importance historique.

28 février 1972,
L'« Humanité-Rouge ».

Il y a beaucoup de bruit à propos du voyage de Nixon en République Populaire de Chine. « Madame Nixon porte un manteau rouge ! c'est un signe ! » « Le Premier ministre Chou En-lai un manteau à l'occidentale ! » « Etrange ! Journalistes à vos plumes menteuses ! Commenta-

teurs, déliez vos langues sournaises ! Tout cela est agaçant... mais n'y sommes-nous pas habitués ? Pourtant, il ne faut pas repousser d'un revers de main tout ce spectaculaire à la une ; car de tout ce fatras se dégageant des attaques contre la Chine Rouge.

« DES TRUCS » DE JOURNALISTES

Première attaque : « La Chine laisse tomber le peuple vietnamien » ; de là à affirmer la trahison de la cause révolutionnaire, il n'y a qu'un pas...

C'est un peu fort ; mais les prestidigitateurs en mensonges ne reculent devant rien ; et de remarquer finement la violence prétendument nouvelle des propos anti-américains de certains dirigeants de la République Démocratique du Vietnam ; « le général Giap a attaqué personnellement » Nixon, dit-on. Comme c'est curieux ! Il a fallu attendre que Nixon se rende à Pékin pour que... les journalistes bourgeois se rendent compte que le peuple vietnamien et ses dirigeants haïssent Nixon et l'impérialisme yankee, les dénoncent inlassablement et les combattent sans merci ! C'est une découverte bien... TARDIVE, messieurs les « bien-informés » !

Autre « truc » : dénaturer les propos du « Nhan Dan », journal du Parti du Travail de la République Démocratique du Vietnam :

« Jamais auparavant il n'y a eu de guerres qui ont obligé le président des Etats-Unis à courir vers l'Est et son vice-président vers l'Ouest. Et jamais auparavant un président ne s'est rendu à une ren-

contre internationale dans une région qui était considérée, jusqu'alors, comme étrangère par une grande majorité du peuple américain. Une telle situation montre clairement que les agresseurs américains se trouvent de plus en plus dans une impasse, d'où ils tentent de sortir par tous les moyens ».

C'est l'affirmation d'un fait indiscutable : Nixon aux abois ne sait plus où donner de la tête ; il a demandé à venir en Chine avec le fol espoir de s'en sortir vainqueur. Rien de plus !

Pour les journaux, c'est une attaque implicite de la visite de Nixon en Chine... autrement dit... le torchon brûle entre Chinois et Vietnamiens !!! Plus le mensonge est gros, plus il est cru... (comme disait Goebbels, ministre nazi de la propagande).

Pourtant il y a des faits que messieurs les commentateurs n'ont pas éclairés de leurs « explications ». Pourquoi, durant la visite de Nixon, les journaux de la République Populaire de Chine dénoncent-ils quotidiennement l'impérialisme américain et ses crimes dans le Sud-Est asiatique ? Pourquoi l'agence Chine Nouvelle continue-t-elle à nous informer sur les récentes victoires des FAPL du Sud-Vietnam ? Cela, ils ne l'ont

pas expliqué... car ils ne l'ont pas dit !

Les dirigeants chinois n'ont eu de cesse de dénoncer la « doctrine Nixon » qui vise à « combattre les Asiatiques par les Asiatiques » dans

l'intérêt de l'impérialisme américain (cf. H.-R. n° 136). Ils savent que le loup ne s'est pas changé en agneau quand il a demandé à venir en République Populaire de Chine ; et sans doute, jamais leur vigilance n'a été aussi grande...

PRIS A SON PROPRE PIEGE

Nixon aux abois demande de venir en République Populaire de Chine ; le premier criminel de notre temps ne parle que de « paix » et « d'amitié » ; sa bouche est pleine de douces paroles. Mais pourquoi le recevoir ? Certains peuvent dire : « pourquoi ne pas le laisser se dépêtrer dans ses difficultés ? ». Les journalistes font gorge chaude des réceptions offertes aux représentants américains ; dans leur langage « une poignée de main » signifie un rapprochement sino-américain, et un banquet offert à Nixon un abandon des positions révolutionnaires du gouvernement chinois... Et d'aucuns, grands admirateurs de la Chine Rouge, de s'exclamer : « C'est trop pour cette « ordure » de Nixon ! » ou « il n'y a pas de fumée sans feu » !

« En ce monde, les choses sont complexes et beaucoup de facteurs les déterminent. Il nous faut examiner un problème sous ses différents aspects, et non sous un seul. »

Le président Mao a écrit cela en 1945, pour expliquer aux militants du Parti communiste chinois pourquoi il fallait négocier avec L'ENNEMI IRREDUCTIBLE CHINOIS : Tchang Kai-shek. Négociation fort efficace : quatre ans après, Tchang Kai-shek était éliminé de Chine continentale sous les coups de l'Armée Rouge et du peuple chinois ! Aujourd'hui aussi la situation internationale est complexe ; nous en avons examiné un aspect, l'aspect principal sans nul doute : l'impérialisme américain est dans de grandes difficultés, l'initiative est aux peuples, peuples d'Indochine en tête.

« Aujourd'hui, dans le monde, la tendance principale c'est la révolution. »

Mais le président Mao l'a indiqué, le danger d'une guerre mondiale n'est pas écarté ; pour battu qu'il soit, l'impérialisme américain n'a pas désarmé ; loin de là... Lui et son complice révisionniste de Moscou n'ont pas abandonné l'espoir de vaincre la grande Chine Rouge et cela... jusqu'à leur propre fin... Quelle tactique employer pour hâter cette fin ? Comment aujourd'hui réaliser

la ligne stratégique du Parti communiste chinois et de tous les marxistes-léninistes :

« Peuples du monde, unissez-vous pour abattre les agresseurs américains et leurs laquais ! »

Nixon demande à venir en Chine pour œuvrer pour la « paix », dit-il. Si le gouvernement chinois refuse de le recevoir, C'EST LUI QUI APPARAÎT comme le BELLICISTE ! Et Messieurs les journaux ne se feraient pas faute d'empoigner leurs trompettes les plus sonores pour nous le faire savoir. Le gouvernement chinois a reçu celui qui l'ignorait hier, celui qui encerclait le territoire chinois au sud et à l'est de ses bases militaires terrestres et maritimes. Le gouvernement chinois fait la preuve, s'il en était encore besoin, qu'il VEUT LA PAIX. Et les accusations de « bellicisme outrancier » portées par les révisionnistes de Moscou tombent à l'eau, une fois encore !

Nixon parle d'« amitié » ; or, depuis bientôt vingt-cinq ans, il occupe un territoire chinois, Taiwan, encercle et menace la République Populaire de Chine. Si son « amitié » est réelle, qu'il abandonne Taiwan et tout son dispositif agressif en Asie ! Si Nixon accepte en tout ou partie, c'est le constat d'un grave échec pour lui. Une faille de plus dans l'édifice du colosse impérialiste. UNE PREUVE DE PLUS QU'IL N'EST PAS SI FORT QU'IL LE PARAÎT ! S'il refuse, tergiverse, fait des promesses qu'il ne tient pas, IL SE MET DANS SON TORT AUX YEUX DES PEUPLES DU MONDE ENTIER.

Quoiqu'il fasse, l'impérialisme agresseur est « pris à son propre piège ». Il parle de « paix » et « d'amitié » ? Qu'il le prouve ! Car sinon sa nature agressive APPARAÎT DE MANIÈRE PLUS ECLATANTE encore !

Le peuple et le gouvernement chinois peuvent laisser Nixon voyager en Chine ; car Nixon, une fois encore, ne peut que se casser les dents sur la fermeté inébranlable de leurs principes révolutionnaires !

PLACÉE SOUS LA PROTECTION DU PEUPLE

LA RESISTANCE PALESTINIENNE EST INVINCIBLE !

Une nouvelle fois le sionisme vient de semer des ravages et le deuil en terre arabe : le 25 février au matin, l'aviation, l'artillerie et les blindés Israéliens ont violé la frontière et pénétré profondément à l'intérieur du territoire, bombardant des villages, massacrant des civils, dynamitant de nombreuses maisons, abattant le bétail, détruisant les cultures avant de se retirer en laissant derrière eux des ruines et des morts. Ils sont revenus à la charge le 27, bombardant le pays à 60 kilomètres au sud de Beyrouth, crachant le fer et le feu sur des camps de réfugiés palestiniens.

Les assassins sionistes affirment cyniquement qu'il s'agit là de « mesures de sécurité » pour Israël. « Mesures de sécurité » auxquelles ils s'entraînent activement en déclenchant sur l'ensemble des territoires qu'ils occupent les plus grandes manœuvres militaires jamais entreprises. « Mesures de sécurité » qui justifient aussi l'augmentation de 30 % du nouveau budget de guerre israélien !

Mais si la bête enragée se montre aussi féroce, c'est que l'héroïque résistance palestinienne, dont elle s'épuise à annoncer la « liquidation », lui assène des coups terribles.

Durant les dix premiers jours du mois, les glorieux combattants palestiniens ont mené 14 attaques victorieuses contre les troupes

Israéliennes dans la bande de Gaza, sur les hauteurs de Golan, dans la péninsule du Sinaï et au cœur même de la citadelle sioniste :

— destruction de véhicules et installations militaires ;

— dynamitage d'un restaurant militaire au kibboutz de Holon, de l'imprimerie du principal parti israélien au pouvoir à Tel-Aviv, d'un centre de police à Natanya, des dépôts d'un camp militaire près de Haïfa, etc.

Le courage et l'indomptable détermination des fédayin ne faiblit pas et leur lien avec les peuples arabes se resserrent toujours plus étroitement. Au Liban même où, il y a quelques jours à peine, les étudiants manifestaient dans les rues en chantant « l'Internationale », toutes les forces progressistes se retrouvent aux côtés des combattants palestiniens. Placée sous la protection du peuple, la résistance palestinienne est indestructible et sera nécessairement victorieuse, même si le chemin de la victoire est long et rude.

C'est ce que vient de réaffirmer, en son nom, Yasser Arafat, chef de l'Organisation de Libération de la Palestine (O.L.P.) :

« Cette bataille nous fait honneur. Nous avons résisté et nous résisterons toujours. Le peuple a subi le baptême du feu. L'aviation et les blindés de l'ennemi ne lui font pas peur. »

D'UN JOUR A L'AUTRE...

Durant le voyage de Nixon en République Populaire de Chine, la presse bourgeoise a largement rempli ses feuilles tentant de diviser les peuples révolutionnaires.

L'humanité-blanche pour sa part, y a largement contribué. Dès le lundi 21 février, jour de l'arrivée de Nixon à Pékin, le plumeux Yves Moreau se met à dire la bonne aventure, tirant de-ci de-là, un mot d'un article du Drapeau Rouge, revue théorique du P.C. Chinois d'août 1971 ; d'une interview d'Edgar Snow publié dans le magazine américain « Life » d'avril 71 ; d'une dépêche de l'AFP, etc. ; dans un éditorial intitulé « la préférence de Mao Tsé-toung ». Il tire un certain nombre de cartes, en voici une : « Jusqu'où cette préférence conduira-t-elle les dirigeants chinois ? Les contacts secrets qui ont eu lieu en vue de préparer le voyage de M. Nixon n'ont-ils pas déjà permis une collaboration assez poussée ? »

Et se référant à une dépêche AFP de Pékin du 19 février 1972, il donne la réponse : « Une collection de photos prises à partir de satellite et montrant tout le dispositif militaire soviétique » en Extrême-Orient aurait été communiqué à Pékin par le Dr Kissinger.

En réalité, la vérité est tout autre, c'est qu'il y a le long de la frontière chinoise 1 million de soldats soviétiques, qu'il y a en Mongolie 8 divisions (400.000 hommes), que le peuple de Mongolie doit

approvisionner ces 400.000 hommes et qu'il y a eu des incidents où des soviétiques ont été tués par les mongols.

Et Yves Moreau, ce contre-révolutionnaire affirme :

« Mais dans l'immédiat tout au moins, c'est au détriment des peuples d'Indochine que le rapprochement sino-américain risque d'avoir les plus néfastes conséquences. »

Ce grossier mensonge pèse moins lourd qu'une plume. Les camarades chinois affirment sans cesse leur plus ferme soutien à la lutte des peuples d'Indochine, de Palestine, du monde entier et le dernier en date se trouve dans le communiqué sino-américain publié dimanche 27 février à Shanghai.

Yves Moreau restera ce qu'il est une crapule bourgeoise. D'ailleurs les contradictions au sein de la clique révisionniste s'étalent au grand jour, il n'a pas fallu attendre bien longtemps. Le 25 février à Strasbourg, le chef de file de cette clique, Georges Marchais, plus fin renard, amorce un virage et déclare :

« Le voyage de Nixon vient après l'échec de l'impérialisme américain contracté enfin, comme nous le demandions sans relâche, de reconnaître la Chine Populaire. Il révèle le recul imposé à la politique de force des Etats-Unis. »

Les calomnies du révisionnisme moderne n'y peuvent rien, la vérité marxiste-léniniste triomphe toujours.